

B.15. Aus den vorstehenden Ausführungen geht hervor, dass die angefochtene Bestimmung für nichtig zu erklären ist. Die übrigen Einwände können nicht zu einer umfassenderen Nichtigerklärung führen. Durch die Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung lebt Artikel 187 des Provinzialdekrets wieder auf.

Wie der Gerichtshof bereits in seinem Entscheid Nr. 9/2014 präzisiert hat, ist diese Bestimmung so auszulegen, dass die Einwohner noch vor Gericht auftreten können, wenn die Provinz nach der Inverzugsetzung nur eine Klage *pro forma* einreicht. Es obliegt dem mit der Sache befassten Richter, die durch die Einwohner eingereichte Klage erst für unzulässig zu erklären, nachdem er festgestellt hat, dass die durch den ständigen Ausschuss oder durch den Provinzialrat eingereichte Klage zulässig ist und relevante Klagegründe enthält, oder dass der ständige Ausschuss oder der Provinzialrat das Verfahren nicht missbräuchlich zurückgenommen oder keinen nachteiligen Vergleich geschlossen hat.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 148 des Dekrets der Flämischen Region vom 6. Juli 2018 «zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Provinzialdekrets vom 9. Dezember 2005» für nichtig.

Erlassen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 10. Oktober 2019.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
A. Alen

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30963]

9 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019 adoptant les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du Code du Développement territorial

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du Développement territorial, notamment l'article D.II.2, § 2, alinéa 4 ;

Vu le rapport du 26 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2018 ;

Vu l'avis 65.816/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 avril 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Considérant la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 adoptant les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du Code du Développement territorial a été soumis à enquête publique du 22 octobre au 5 décembre 2018 en même temps que le projet de schéma de développement du territoire et qu'il était accompagné d'une évaluation environnementale ;

Considérant que le projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 adoptant les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du Code du Développement territorial étant susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre région, d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, il a été soumis, accompagné du rapport sur les incidences environnementales, le 19 octobre 2018 pour avis aux autorités compétentes :

- de la Région flamande ;
- de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- de la Région Grand-Est (République française) ;
- de la Région des Hauts-de-France (République française) ;
- du Land de Rhénanie-Palatinat (République fédérale d'Allemagne) ;
- du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (République fédérale d'Allemagne) ;
- de la Province de Limbourg (Royaume des Pays-Bas) ;
- du Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant que le projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 adoptant les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du Code du Développement territorial accompagné du rapport sur les incidences environnementales a été soumis le 19 octobre 2018 à l'avis :

- du pôle « Aménagement du Territoire » ;
- du pôle « Environnement » ;
- du pôle « Ruralité », section « Nature » ;
- de l'Union des villes et communes de Wallonie ;

Considérant que l'avis des conseils communaux a été sollicité par courrier pour partie le 18 décembre 2018 et pour le solde le 24 décembre 2018 ;

Identification des liaisons écologiques à l'échelle du territoire de la Région wallonne et lien avec le Schéma de Développement du Territoire

Considérant que l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du Code du Développement territorial, ci-après : CoDT, prévoit que la structure territoriale du schéma de développement du territoire « reprend les liaisons écologiques adoptées par le Gouvernement » ;

Considérant que l'identification de liaisons écologiques à l'échelle du territoire de la Région wallonne contribue en outre à exécuter deux engagements de l'Union européenne, à savoir enrayer la perte de biodiversité dans l'Union d'ici à 2020 et protéger, évaluer et rétablir la biodiversité et les services éco-systémiques dans l'Union d'ici à 2050 (*Communication de la Commission du 3 mai 2011 intitulée « La biodiversité, notre assurance-vie et notre capital naturel - stratégie de l'Union européenne à l'horizon 2020 »*) ; qu' en soutenant ainsi l'intégration de la biodiversité dans la planification régionale, elle participe également à la mise en œuvre des engagements de la Région wallonne pris au niveau national dans le cadre de la Stratégie nationale de la Belgique pour la biodiversité 2020 ;

Considérant que la stratégie de conservation de la nature en Région wallonne est basée sur le concept de réseau écologique ; qu'il correspond à un ensemble d'écosystèmes naturels et semi-naturels, mais aussi d'habitats de substitution, tous en interconnexion, susceptibles de rencontrer les exigences vitales des espèces et de leur population ;

Considérant que les liaisons écologiques sont des éléments constitutifs du réseau écologique ; qu'elles jouent un rôle majeur, souvent cumulatif, pour les déplacements à longues distances des espèces migratrices, pour les déplacements plus locaux entre les sites vitaux de nourrissage, de reproduction et de repos des espèces se reproduisant ou hivernant sur le territoire wallon dans la survie à long terme des espèces végétales et animales ;

Considérant que les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du CoDT doivent être établies « en tenant compte de leur valeur biologique et de leur continuité en vue d'assurer un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire régional » ;

Considérant que la mise en réseau des milieux naturels de grande valeur biologique caractéristiques des massifs forestiers feuillus ou de différents types de sols sensibles et marginaux associés au relief et au réseau hydrographique doit être envisagée à l'échelle régionale pour assurer un maillage écologique cohérent ;

Considérant que cinq types de liaisons écologiques peuvent être identifiés à l'échelle régionale :

- 1° les massifs forestiers feuillus ;
- 2° les pelouses calcaires et les milieux associés ;
- 3° les crêtes ardennaises ;
- 4° les hautes vallées ardennaises ;
- 5° les plaines alluviales ;

Considérant que les liaisons écologiques inscrites sur les massifs forestiers feuillus mettent en relation une succession de massifs forestiers, souvent composés de peuplements anciens, dont les sols ont peu subi l'intervention de l'homme, et qui abritent une grande diversité d'espèces forestières ;

Considérant que les liaisons écologiques inscrites sur les pelouses calcaires et les milieux associés mettent en relation une succession de pelouses calcaires et de landes sèches, présentes sur des sols secs très superficiels (calcaires, schisteux, siliceux, calaminaires...), ainsi que d'habitats semi-naturels ouverts qui constituent des relais entre elles, qui abritent un grand nombre d'espèces protégées ou menacées et sont des milieux de très grande valeur patrimoniale, tant à l'échelle régionale qu'europpéenne ;

Considérant que les liaisons écologiques inscrites sur les lignes de crêtes ardennaises mettent en relation une succession de landes, bas marais et habitats associés aux sols tourbeux présents sur les hauts-plateaux de l'Ardenne qui constituent des écosystèmes de grand intérêt ;

Considérant que les liaisons écologiques inscrites sur les hautes vallées ardennaises mettent en relation une succession de milieux très humides qui occupent les têtes de vallées ardennaises, comme les forêts marécageuses, les zones de sources, les bas marais, les prairies humides et les habitats sur des sols très superficiels, tels que des forêts de pentes, et sont de grand intérêt biologique ;

Considérant que les liaisons écologiques inscrites sur les plaines alluviales typiques des larges vallées du réseau hydrographique mettent en relation des milieux humides tels que marais, plans d'eau, prairies humides, roselières, landes humides, forêts alluviales, etc. qui présentent une grande biodiversité ;

Considérant plus particulièrement le lien entre le présent arrêté et le schéma de développement du territoire ; que le présent arrêté identifie et délimite sur une carte les liaisons écologiques destinées à assurer un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire régional ; que la structure territoriale du schéma de développement du territoire reprend les sites reconnus par la loi de conservation de la nature et les liaisons écologiques identifiées par le présent arrêté ; qu'il ne revient pas au schéma de développement du territoire de les identifier ni d'en définir leur portée juridique ;

Considérant toutefois qu'au travers de sa structure territoriale et de ses principes de mise en œuvre, le schéma de développement du territoire vise d'une part à structurer les différentes activités sur le territoire afin de contribuer à accroître la protection des sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 et préserver la continuité des liaisons écologiques adoptées par le Gouvernement et d'autre part, à réduire le morcellement des espaces non bâtis en assurant la mise en réseau de ces sites afin de s'orienter vers un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire régional ;

Rapport sur les incidences environnementales

Considérant que les liaisons écologiques projetées sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement ; que le Gouvernement wallon a fait réaliser une évaluation des incidences de leur mise en œuvre sur l'environnement ;

Considérant que le droit régional wallon ne contient actuellement pas de disposition assurant la transposition de la directive 2001/42/CE en vue de l'application du régime que prévoit celle-ci à des réglementations telles que l'arrêté en projet ;

Considérant dès lors que les incidences de la mise en œuvre des liaisons écologiques projetées sur l'environnement ont été évaluées sur base des exigences de la Directive 2001/42/CE ; que le bureau d'études STRATEC S.A., agréé à cet effet, a été désigné pour réaliser cette évaluation ;

Considérant que l'auteur d'étude conclut que les liaisons écologiques projetées ciblent une série de milieux qui abritent une grande biodiversité ;

Considérant que l'auteur d'étude conclut que les milieux concernés présentent souvent un aspect relativement linéaire et que les liaisons écologiques projetées, combinées aux liaisons écologiques locales (< 1000 m), permettent de relier entre elles environ 96 % de la superficie totale des sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature ;

Considérant que l'auteur d'étude estime que les zones de conservation de la nature qui ne sont pas connectées par les liaisons écologiques projetées sont de superficies généralement limitées et que des distances parfois importantes les séparent des autres sites protégés ; que les efforts qui seraient nécessaires pour les connecter au réseau par des liaisons supplémentaires ne justifient pas les avantages que cela apporterait au réseau écologique ;

Considérant que cette analyse ne peut être partagée ; que, s'il est vrai que la connexion de 4 % de sites reconnus n'est pas pertinente à l'échelle régionale eu égard aux arguments avancés par l'auteur d'étude, il n'en reste pas moins vrai qu'il est possible de les connecter à l'échelle supralocale et locale par le biais des couloirs écologiques existants tels que les haies, les arbres, les vergers, les talus herbeux, les bords des champs, les mares, les fossés à eau douce, les fonds de vallées encaissées, les cours d'eau, les voies ferrées désaffectées ou d'autres éléments qui seraient identifiés à l'échelle locale dans le cadre de l'élaboration des outils d'aménagement d'échelles inférieures ;

Considérant que l'auteur d'étude estime que les liaisons écologiques projetées impactent très positivement le patrimoine biologique (moindre fragmentation des espaces naturels, développement de continuités écologiques, intensification des services rendus par les systèmes) et le cadre de vie (préservation des espaces verts à proximité ou au sein des zones urbanisées, préservation du paysage rural) ;

Considérant que l'auteur d'étude estime que les liaisons écologiques projetées impactent positivement mais de manière plus limitée les autres domaines de l'environnement que sont l'occupation du sol (espaces protégés de l'artificialisation), les aspects démographiques et sociaux (création de lieux de vie et de rencontre) ainsi que le patrimoine bâti et archéologique (mise en valeur des éléments patrimoniaux et complémentarité des activités proposées) ;

Considérant que l'auteur d'étude estime que les liaisons écologiques projetées impactent de manière plus mitigée la mobilité (contraintes techniques supplémentaires pour assurer la continuité des liaisons écologiques au travers des voiries) et l'économie (investissements nécessaires pour l'acquisition éventuelle de certains terrains et la mise en place d'aménagement et d'incitants financiers visant à préserver ou à améliorer les liaisons écologiques) ;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la mise en œuvre des liaisons écologiques projetées aurait des effets sur la constructibilité, ou l'exploitation (restrictions ou difficultés) à des fins économiques, des biens immobiliers traversés par les tracés en projet ;

Considérant que l'habilitation donnée au Gouvernement wallon par le CoDT est d'adopter les liaisons écologiques à reprendre dans la structure territoriale du schéma de développement territorial, lequel a valeur indicative ; que les incidences de leur mise en œuvre doivent dès lors être appréciées au regard de la valeur indicative du schéma de développement du territoire ;

Considérant qu'il appartient aux schémas d'échelles inférieures d'en affiner le tracé en fonction des spécificités locales ; que c'est donc à ces échelles que devront être appréciées les incidences des liaisons écologiques retenues et les éventuelles mesures correctrices à mettre en œuvre ;

Considérant, par ailleurs, que le risque identifié par l'auteur d'étude doit être nuancé car la pratique montre que le fait d'interdire toute construction ou l'exercice d'une activité n'est pas nécessairement la meilleure solution pour assurer la mise en réseau des habitats naturels et qu'il est souvent plus judicieux d'intégrer cette dimension dans la conception des projets ; que les aménagements qui accompagnent la mise en œuvre de liaisons écologiques s'avèrent par exemple favorables au développement de l'activité agricole dans nombre de cas ; qu'en outre, la balance est le plus souvent positive entre les contraintes d'exploitation qu'ils peuvent induire et leurs effets sur l'activité à long terme (érosion, protection de l'entomofaune, etc.) ;

Considérant que l'étendue des éventuelles restrictions à l'usage du sol liées à la mise en œuvre des liaisons écologiques projetées doit également être nuancée ; qu'elles portent uniquement sur les biens immobiliers qui ne sont pas situés dans les sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature ;

Considérant qu'en raison du choix des milieux à lier, les liaisons écologiques mettent en réseau des habitats situés dans des territoires majoritairement peu peuplés, peu urbanisés ou difficilement constructibles (crêtes ardennaises, hautes vallées ardennaises) ;

Considérant que l'auteur d'étude propose certaines mesures de suivi et d'atténuation qui, si elles sont mises en œuvre, induiront des incidences globalement très positives sur l'environnement ;

Considérant que l'auteur d'étude conclut que l'identification des liaisons écologiques régionales permet de déterminer les zones stratégiques en termes de conservation de la nature où les efforts doivent être redoublés pour éviter toute fragmentation ou artificialisation du territoire supplémentaire ;

Enquête publique et consultations

Considérant qu'il ressort des procès-verbaux de clôture établis par les services communaux à l'issue de l'enquête publique que 99 réclamations et observations ont été recueillies ;

Considérant que des réclamants estiment que la publicité faite dans le cadre de l'enquête publique n'était pas suffisante ;

Considérant que des réclamants regrettent que les liaisons écologiques projetées se basent sur la situation existante et non sur des liaisons potentielles qui s'appuieraient sur des opérations de restauration ;

Considérant que des réclamants estiment que le fait de ne retenir que cinq types de liaisons écologiques est trop réducteur pour assurer un maillage écologique cohérent et complet à l'échelle du territoire régional ;

Considérant que des réclamants relèvent que des sites de grand intérêt biologique ne sont pas reliés par les liaisons écologiques projetées, en particulier au nord du sillon Sambre et Meuse et dans le Condroz ; que ceci leur paraît résulter de l'option retenue par le Gouvernement wallon de ne relier que les sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature ; que le rapport sur les incidences environnementales aurait dû mettre en évidence l'impossibilité de concevoir une structure écologique principale crédible sans tenir compte des sites de grand intérêt biologique et des sites candidats au réseau Natura 2000 qui n'ont pas été retenus et, dès lors, ne pas se limiter à vérifier les connexions entre les seuls sites strictement protégés ;

Considérant que des réclamants regrettent le manque de prise en compte du Pays de Herve ;

Considérant que des réclamants suggèrent de prolonger et de compléter les liaisons écologiques projetées notamment en vue de connecter :

- les sites suivants :

* le site Natura 2000 BE31001 - affluents brabançons de la Senne ;

* le site Natura 2000 BE31007 - vallée du Train ;

* le site Natura 2000 BE 32003 - pays des Collines ;

* le site Natura 2000 BE32006 - bois d'Enghien et de Silly ;

- les massifs forestiers suivants :

* bois de Hal - forêt de Soignes - forêt de Meerdael ;

* campine hennuyère - bois de la Houssière - bois de Hal ;

- * les massifs forestiers des vallées de l'Eau d'Heure, de la Molinee, de la Haute-Meuse, du Samson et du Hoyoux ;
- * les chênaies de Fagne-Famenne ;
- * la forêt d'Anlier et les continuités assurées par les vallées de l'Our, de la Lomme et de l'Ambève ;
- * la cuesta bajocienne ;
- * la forêt de Mariemont ;
- les zones humides suivantes :
- * vallée de la Nethen - vallée de la Dyle ;
- * vallée de la Lasne - vallée de la Dyle ;
- * vallée de la Senne - vallée de la Dyle ;
- * vallée de la Mazerine et de l'Argentine - vallée de la Dyle ;
- * bassin de la Haine et ses affluents - ancien canal du Centre ;
- * les vallées de la Meuse, de l'Ourthe et de la Vesdre ;
- * la vallée de la Lesse ;
- * la vallée de la Semois ;
- * la vallée de la Lomme ;
- * divers cours d'eau de deuxième ou troisième catégorie ou des cours d'eau non classés ;

- les sites sur substrat calcaire suivants :

- * Vesdre - Basse-Meuse via le pays de Herve ;

Considérant que des réclamants souhaitent que les connexions envisagées avec les pays voisins soient plus explicites et que certaines de celles-ci soient corrigées ;

Considérant que des réclamants suggèrent d'identifier des liaisons écologiques supplémentaires à l'échelle régionale :

- terrils et friches industrielles, notamment en vue de protéger les espèces ultra-pionnières ;
- le chemin de grande randonnée « sentier des terrils » GR412 ;
- réseau RAVeL et anciennes lignes de chemin de fer ;
- les lignes de chemin de fer et le réseau routier ;
- habitats agricoles :
- * liaison visant le « système agricole herbage extensif » et notamment les prairies bocagères ;
- * liaison visant à protéger les oiseaux des plaines agricoles ;
- les milieux bocagers et les zones de haies et arbres remarquables ;
- trame des jardins et espaces verts en milieux urbanisés ;
- trame noire ;
- cours d'eau et zones humides ;
- sols à drainage imparfait et zones inondables en milieu non urbanisé ;
- enjeux « espèces » ;

Considérant que des réclamants proposent de modifier le fond de carte en y ajoutant :

- les régions biogéographiques wallonnes ;
- le plan de secteur ;
- les sites de grand intérêt biologique ainsi que les sites candidats au réseau Natura 2000 qui n'ont pas été retenus ;
- la totalité du réseau hydrographique ;
- les principales villes ;

Considérant que des réclamants s'interrogent sur l'apparente rupture des liaisons écologiques projetées au niveau de l'agglomération liégeoise ;

Considérant que des réclamants suggèrent d'apporter des précisions sur la carte ou de faire figurer les informations sur deux cartes ;

Considérant que des réclamants estiment que l'échelle régionale n'est pas l'échelle pertinente pour fixer des liaisons écologiques (échelle trop peu précise) ; que cela a pour conséquence de ne pas permettre de « caler » les liaisons sur des éléments structurels ou fonctionnels ;

Considérant que des réclamants estiment qu'il n'est pas pertinent de confier l'identification précise et la mise en œuvre des liaisons écologiques aux pouvoirs locaux ;

Considérant que des réclamants estiment que l'ensemble des liaisons écologiques aurait dû apparaître dans une seule couleur ;

Considérant que des réclamants estiment que le projet manque de mesures concrètes et opérationnelles ;

Considérant qu'un réclamation estime qu'il conviendrait de compléter le rapport sur les incidences environnementales par une étude appropriée des incidences conformément aux dispositions de la loi sur la conservation de la nature ;

Considérant que des réclamants estiment que le rapport sur les incidences environnementales est incomplet ou incorrect dans son analyse des incidences sur :

- l'activité économique, en ce compris les activités agricoles et sylvicoles ;
- la problématique des plantes invasives ;

Considérant que les autorités compétentes de la Région flamande et de la Province de Limbourg (Royaume des Pays-Bas) ont émis un avis dans le cadre de l'application de la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière ; qu'ils ont été transmis dans le délai imparti ;

Considérant que les autorités compétentes de la Région flamande se déclarent en faveur de l'initiative du Gouvernement wallon d'adopter des liaisons écologiques sur son territoire ;

Considérant qu'elles estiment que les liaisons inscrites vers les vallées de la Lys, de l'Escaut, de la Dendre, de la Senne et du Geer, les forêts des Ardennes flamandes, de Soignes et de Meerdaal et les pelouses calcaires de la vallée de la Meuse et de la région des Fourons sont également intéressantes pour la Flandre en vue de la défragmentation de ces zones ;

Considérant qu'elles s'interrogent toutefois sur la portée du présent arrêté et sur son impact sur les plans et projets développés en Flandre à proximité de la frontière avec la Wallonie ; qu'elles demandent par conséquent d'être informées de la poursuite de la procédure et d'être associées aux décisions ultérieures qui en découleront et pourraient avoir un impact sur le territoire flamand ;

Considérant que les autorités compétentes de la Province de Limbourg (Royaume des Pays-Bas) souscrivent aux objectifs du présent arrêté ; qu'elles sont heureuses de voir reprises les liaisons écologiques transfrontalières des plaines alluviales du Geer et des pelouses calcaires associées aux vallées de la Meuse et de la Gueule ; qu'elles regrettent toutefois l'absence d'une liaison de type « plaine alluviale » sur la vallée de la Gulpe ;

Considérant l'avis du Pôle « Environnement », rendu dans le délai le 17 décembre 2018 ;

Considérant que le Pôle « Environnement » salue l'initiative qui vise à adopter une carte des liaisons écologiques à l'échelle régionale ;

Considérant qu'il estime cependant que la carte devra faire l'objet d'un processus de guidance avec notamment un accompagnement des acteurs et une notice permettant une déclinaison adéquate aux échelles inférieures ;

Considérant qu'il ressort de l'avis du Pôle « Environnement » que les liaisons écologiques doivent aussi concourir à un objectif de défragmentation afin d'améliorer la connectivité des milieux, notamment via l'aménagement d'écoducs ;

Considérant qu'il propose également deux modifications du texte de l'arrêté ;

Considérant que le Pôle s'interroge sur ce que recouvre exactement la notion de « sites reconnus au sens de la loi sur la Conservation de la Nature » et ses implications sur la construction de la carte ; qu'il recommande de définir de manière claire et précise cette notion et de corriger, le cas échéant, la carte ;

Considérant que le Pôle propose que les régions biogéographiques soient ajoutées sur la carte annexée à l'arrêté, ceci étant de nature à mieux identifier les liaisons écologiques ;

Considérant que le Pôle souligne que la carte ne révèle pas les superpositions et les continuités entre les différents milieux sur lesquels elles s'inscrivent ; qu'elle ne révèle pas non plus la continuité entre les différents éléments des liaisons écologiques aquatiques (notamment au niveau de la vallée de la Meuse) ; que pour cette raison, le Pôle recommande que l'arrêté reprenne une carte pour chaque type de liaison ;

Considérant que le Pôle demande également que les cartes soient disponibles de manière indépendante sur WalOnMap et soient mises à jour de manière régulière ;

Considérant enfin que le Pôle estime que le rapport sur les incidences environnementales aurait dû apporter des réponses aux éléments suivants :

- relations entre le réseau écologique wallon et celui des territoires avoisinants ;
- intérêt de prendre en compte, ou non les sites de grand intérêt biologique pour concevoir la carte ;
- opportunité d'intégrer d'autres trames en plus des cinq trames mentionnées (par exemple une trame pour les grands groupes taxonomiques menacés ou pour la chaîne des terrils et friches industrielles) ;

Considérant l'avis du pôle « Aménagement du Territoire », rendu dans le délai le 18 décembre 2018 ;

Considérant que le pôle précise avoir pris connaissance de l'avis du Pôle « Environnement » et faire siennes l'ensemble de ses considérations ;

Considérant l'avis du pôle « Ruralité », section « Nature », rendu dans le délai le 18 décembre 2018 ;

Considérant que le pôle « Ruralité » émet plusieurs remarques semblables à celles du Pôle « Environnement » ;

Considérant que le pôle « Ruralité » s'écarte de l'avis du Pôle « Environnement » en ce qu'il recommande l'intégration des sites de grand intérêt biologique à la cartographie des liaisons écologiques pour autant que cette intégration ne consiste pas à leur donner un statut particulier qui s'avèrerait contraignant ;

Considérant que le pôle souhaite que le fond de carte soit complété par les autres cours d'eau non classés dans les liaisons écologiques ainsi que par le réseau ferroviaire actif, voir désaffecté qui constitue une trame fortement interconnectée avec les autres liaisons ;

Considérant que le pôle « Ruralité » propose enfin les corrections suivantes :

- ajouter la chaîne des terrils ;
- ajouter la liaison écologique régionale de la Meuse, de l'Ourthe, de la Lesse et prolonger celle de la Semois pour assurer la continuité écologique ;
- prolonger la liaison écologique régionale des forêts de Campine hennuyère vers Bruxelles avec le bois de la Houssière ;
- compléter la liaison écologique régionale des forêts et vallées du Brabant pour inclure les massifs forestiers près de Chaumont-Gistoux qui permettent d'assurer une connectivité avec la vallée de l'Orneau ;
- ajouter la vallée de la Lomme ;
- corriger les extrémités des différentes liaisons écologiques lorsque celles-ci se prolongent dans les autres régions et pays ;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, rendu dans le délai le 4 décembre 2018 ;

Considérant qu'il ressort de l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie que celle-ci regrette d'une part la faiblesse de l'évaluation environnementale et, d'autre part, l'absence d'objectifs chiffrés, notamment en termes de surfaces de sites de grand intérêt biologique à préserver ;

Considérant qu'elle insiste également sur la nécessité que la Région accepte de dégager des moyens suffisants pour permettre aux communes d'intégrer réellement ces enjeux dans leurs schémas communaux et leurs programmes communaux de développement de la nature ;

Considérant qu'elle s'étonne que le schéma de développement du territoire ne fasse pas directement référence à la notion de structure écologique principale et aux travaux du Département de l'étude du milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie ;

Considérant que le lien entre la carte des liaisons écologiques et la capacité à les rendre opérationnelles est remise en question, notamment en raison de leur portée sans doute trop générale pour être concrétisée dans des actes d'aménagement et de l'interprétation qui peut leur être donnée ;

Considérant que l'Union des Villes et Communes de Wallonie estime également que la confrontation avec d'autres orientations du schéma de développement du territoire n'est pas clairement exprimée ;

Considérant de plus qu'elle regrette que la zone située au nord du sillon Sambre et Meuse ne fasse pas l'objet de plus d'attention pour permettre le développement de liaisons écologiques visant à lutter contre sa fragmentation ;

Considérant qu'elle estime enfin que des objectifs et des recommandations particulières devraient être énoncés pour les cinq types de milieux pour lesquels il faut maintenir des liaisons écologiques ;

Vu les avis transmis dans le délai par les conseils communaux de Amay, Andenne, Anthisnes, Antoing, Arlon, Ath, Aubange, Baelen, Bastogne, Beaumont, Belœil, Berloz, Bertogne, Beyne-Heusay, Bièvre, Bouillon, Braine-l'Alleud, Braine-le-Comte, Braives, Brugelette, Brunehaut, Büllingen (Bullange), Bütgenbach, Celles, Charleroi, Châtelet, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Ciney, Colfontaine, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Etienne, Couvin, Crisnée, Dalhem, Daverdisse, Dinant, Dison, Dour, Eghezée, Ellezelles, Erquelines, Estaimpuis, Farcennes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchapelle, Geer, Genappe, Gerpennes, Gouvy, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Hamois, Hannut, Hastière, Herbeumont, Herve, Houffalize, Ittre, Jalhay, Jodoigne, Juprelle, Kelmis (La Calamine), Lasne, Le Rœulx, Léglise, Lessines, Limbourg, Lobbes, Lontzen, Malmedy, Manage, Marche-en-Famenne, Modave, Mons, Morlanwelz, Mouscron, Namur, Nassogne, Neufchâteau, Neupré, Ohey, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Oupeye, Paliseul, Pecq, Pepinster, Péruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quiévrain, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Saint-Georges-sur-Meuse, Sambreville, Sankt-Vith (Saint-Vith), Sivry-Rance, Somme-Leuze, Soumagne, Stavelot, Tenneville, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Trois-Ponts, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Villers-la-Ville, Villers-le-Bouillet, Virton, Visé, Waimes, Walcourt, Walhain, Waremmes, Wavre ;

Considérant que des conseils communaux regrettent la période de consultation (début de législature communale) ;

Considérant que de nombreux avis de conseils communaux conditionnent leurs avis favorables à la prise en compte de l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie ;

Considérant que plusieurs conseils communaux se rallient à des réclamations et observations déposées dans le cadre de l'enquête publique ;

Considérant que les conseils communaux des communes de langue allemande ayant remis des avis souhaitent que le projet d'arrêté ne s'applique à leur territoire que de manière transitoire jusqu'au transfert de la compétence à la Communauté germanophone ;

Considérant que plusieurs conseils communaux se rallient à l'avis de la Fédération des Parcs naturels qui demande de prendre en compte :

- les sites de grand intérêt biologique et les sites candidats au réseau Natura 2000 ainsi que la « matrice paysagère » (périmètres ADESA) ;

- les habitats d'espèces vulnérables ou en fort déclin et de les représenter sur la carte ;

- la continuité écologique des cours d'eau via une liaison écologique « cours d'eau » reprenant les zones prioritaires en matière de continuité écologique identifiées dans l'état des lieux des plans de gestion de districts hydrographiques ;

Considérant qu'un conseil communal s'oppose aux liaisons écologiques qui, selon lui, risquent d'impacter négativement les projets d'urbanisation et affecter son développement économique et urbanistique ; que d'autres conseils communaux s'interrogent sur l'impact réel du présent arrêté sur les décisions relatives à l'aménagement du territoire ;

Considérant que des conseils communaux s'interrogent sur l'impact du présent arrêté sur l'exploitabilité de certaines ressources naturelles qui seraient situées dans l'axe d'une liaison ;

Considérant que plusieurs conseils communaux suggèrent de prolonger et de compléter les liaisons écologiques projetées et non visées dans le cadre de l'enquête publique notamment en vue de connecter :

- les sites suivants :

- * le site Natura 2000 BE31010 : Sources de la Dyle ;

- * le site Natura 2000 BE32044 : Bassin de l'Escaut en amont de Tournai ;

- * le site Natura 2000 BE32025 : Haut-Pays des Honnelles ;

- * le site Natura 2000 BE 35022B : Bassin de l'Iwène sur Ciney ;

- * la réserve naturelle domaniale des « décanteurs de la sucrerie de Genappe » ;

- les massifs forestiers suivants :

- * prolongation de la liaison Brakel - Gauraing vers le sud ;

- les zones humides suivantes :

- * prolongation de la vallée de la Haine vers la vallée du Hanneton ;

- * canal de l'Espierre ;

- * vallée de la Grande Gette ;

- * vallée de la Marcq

- * vallée de la Trouille ;

- * les cours d'eau des deux Vernes et de la Calonne ;

- les sites sur substrat calcaire suivants :

- * déplacement de la liaison pelouse calcaire de la Basse Meuse vers l'ouest ;

Considérant les avis transmis hors délai par les conseils communaux de Enghien, Estinnes, Fleurus, La Hulpe, La Roche, Momignies, Mont-de-l'Enclus, Quévy, Rendeux, Seneffe, Sombreffe ; qu'à défaut d'avoir été transmis dans le délai de soixante jours de l'envoi de la demande ceux-ci sont réputés favorables ;

Considérant toutefois qu'après lecture de ces avis, ceux-ci n'apportent pas d'éléments nouveaux par rapport aux remarques déjà exposées ;

Considérant les avis remis d'initiative par les collèges communaux de Gembloux et de Huy et l'ASBL ECO-VIE ;

Considérant que ces avis ne rentrent pas formellement dans la procédure ;

Considérant toutefois qu'après lecture de ces avis, ceux-ci n'apportent pas d'éléments nouveaux par rapport aux remarques déjà exposées ;

Prise en compte des avis exprimés lors de la concertation

Considérant que le présent arrêté a pour but d'identifier et de délimiter sur une carte les liaisons écologiques destinées à assurer un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire régional ; que la mise en œuvre ou l'opérationnalisation de celles-ci ne relèvent pas du présent arrêté ;

Considérant que l'ensemble des remarques portant sur ces deux points est donc sans objet ;

Considérant que l'habilitation donnée au Gouvernement est d'établir les liaisons écologiques de façon à mettre en réseau les noyaux que sont les sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 et assurer ainsi un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire régional ;

Considérant que l'habilitation ne vise donc pas à identifier et cartographier l'ensemble des zones du territoire wallon ayant un intérêt biologique actuel ou potentiel ; que les liaisons écologiques retenues le sont non seulement en raison de leur valeur biologique mais également en raison de leur continuité en vue d'assurer un maillage écologique régional cohérent ;

Considérant que la cohérence du maillage écologique doit être appréciée au regard de sa capacité à mettre en réseau les milieux naturels de grande valeur biologique ;

Considérant que la structure de ce réseau n'a, à ce jour, pas encore été établie sur le plan réglementaire ; qu'il est à cet égard inadéquat de la confondre avec la structure écologique principale visée à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale ; que cette dernière poursuit un autre objectif, puisqu'elle doit être établie dans le cadre de l'octroi d'indemnités et de subventions, et n'a en outre pas encore été arrêtée pour l'ensemble du territoire régional ;

Considérant que le projet d'arrêté prend comme option de relier à l'échelle régionale les sites reconnus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ; qu'ils sont constitués de milieux naturels de grande valeur biologique caractéristiques des massifs forestiers feuillus ou de différents types de sols sensibles et marginaux associés au relief et au réseau hydrographique ;

Considérant que l'option de s'appuyer sur les sites reconnus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature pour établir les liaisons écologiques vise à les fonder sur la seule base réglementaire incontestable qui permette d'attester aujourd'hui de la grande valeur biologique d'un milieu naturel ; que les sites reconnus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature sont les réserves naturelles domaniales, les réserves naturelles agréées, les réserves forestières, les zones humides d'intérêt biologique, les cavités souterraines d'intérêt scientifique, les sites Natura 2000 et les sites candidats au réseau Natura 2000 au sens de l'article 1^{er}bis 18^obis de ladite loi ;

Considérant qu'il s'agit de la raison pour laquelle les sites de grand intérêt biologique et les sites candidats au réseau Natura 2000 qui n'ont pas été retenus n'ont pas été pris en compte ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales du projet d'arrêté a conclu à la cohérence du maillage écologique établi par les liaisons écologiques projetées en raison de l'importance de la superficie totale des sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature qu'elles permettent de relier ;

Considérant que l'option de compléter les liaisons écologiques projetées par une liaison écologique de type « grands groupes taxonomiques menacés » relève d'une logique de type « prospective » qui nécessite de mener des études préalables à défaut d'une base réglementaire existante ; que pour les espèces aquatiques telles que le saumon, on peut néanmoins convenir que les liaisons écologiques de type « plaines alluviales » et hautes vallées ardennaises contribueront vraisemblablement à réduire la menace à laquelle elles sont exposées aujourd'hui ;

Considérant que l'option de compléter les liaisons écologiques projetées par une liaison écologique de type « chaîne des terrils et friches industrielles » relève elle aussi de la même logique « prospective » ; qu'elle ne peut en outre être retenue à l'échelle régionale en raison du caractère très localisé des connexions qu'elle permettrait d'assurer ;

Considérant que l'option de compléter les liaisons écologiques projetées par une liaison écologique de type « trame noire » qui serait caractérisée par une certaine obscurité ne relève pas d'une liaison écologique spécifique ; que la question de la pollution lumineuse devrait cependant être prise en compte dans la mise en œuvre de l'ensemble des liaisons écologiques inscrites sur le territoire ;

Considérant que les cinq liaisons écologiques thématiques projetées ont, de par leur ampleur et leur continuité, une échelle régionale ; que les propositions visant à les compléter peuvent être prises en compte ; qu'il n'en est pas de même de certaines des propositions formulées par les réclamants en raison de l'échelle plus locale des enjeux concernés (haies remarquables, trame verte en ville,...) ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de compléter les liaisons écologiques projetées comme suit :

1° les massifs forestiers feuillus :

- la prolongation

* de la liaison des forêts de Campine hennuyère vers le site Natura 2000 du bois de la Houssière, le bois de Hal puis la Forêt de Soignes ;

* de la liaison des forêts et vallées du Brabant vers le site Natura 2000 de la Vallée de la Lasne puis vers la Flandre ;

- l'ajout de liaisons

* permettant de connecter la liaison de la Vallée de l'Orneau à celle des forêts et vallées du Brabant en passant par le site Natura 2000 de la Vallée du Train à Chaumont-Gistoux ;

* permettant de connecter le site Natura 2000 du Bois d'Enghien et de Silly aux sites Natura 2000 situés à la frontière flamande ;

* permettant de connecter la Forêt d'Anlier au bois de Heinsch ;

* permettant de connecter les massifs boisés situés en limite nord de la Fagne-Famenne ;

- la correction de certaines extrémités des liaisons lorsqu'elles se prolongent sur les territoires des régions voisines ;

2° pour les liaisons de type « pelouses calcaires et les milieux associés » :

- le déplacement de la liaison pelouses calcaires de la Basse Meuse vers l'ouest ;

3° pour les liaisons de type « crêtes ardennaises » :

- pas de modification ;

4° pour les liaisons de type « hautes vallées ardennaises » :

- l'ajout d'une liaison sur la vallée de la Lomme ;

- la prolongation de la liaison de la Vierre pour assurer la continuité écologique ;

5° pour les liaisons de type « plaines alluviales » :

- la suppression des liaisons sur les cours d'eau de compétence non régionale (catégories 2 et 3 et cours d'eau non classés) ;

- l'ajout de liaisons sur les vallées de

* la Meuse ;

* l'Ourthe et l'Amblève ;

* la Lesse, la Lomme et la Wamme

* le Hain ;

* la Grande Honnelles ;

* la Marcq ;

* la Trouille ;

- la prolongation des liaisons de la Semois, de l'Escaut et de la Haine vers la France pour assurer la continuité écologique ;

la correction de certaines extrémités des liaisons lorsqu'elles se prolongent sur les territoires des régions voisines ;

Considérant que les milieux de grande valeur biologique reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature ne sont pas répartis équitablement sur le territoire régional ; qu'il ne peut dès lors être accédé aux souhaits de certains réclamants de compléter les liaisons écologiques projetées dans les parties du territoire régional concernées ;

Considérant qu'il se déduit de l'article D.II.2, § 2, 3^{ème} alinéa, du CoDT que les liaisons écologiques projetées par le présent arrêté doivent être exprimées cartographiquement ; que le CoDT ne donne pas d'autres précisions sur la manière de concevoir la carte ; que s'agissant d'inscrire les liaisons écologiques projetées à l'échelle du territoire régional, il est retenu l'option de les représenter de manière conventionnelle par des tiretés d'épaisseur constante à une échelle compatible avec le format A0, soit au 1:250 000^{ème} ;

Considérant que c'est à dessein que l'échelle 1:250 000^{ème} est retenue afin que les informations figurant sur la carte ne soient pas interprétées à une échelle qui ne serait pas en adéquation avec les enjeux concernés ; que préalablement à toute mise en œuvre concrète sur le terrain, il conviendra de préciser la carte dans les documents d'échelles inférieures ;

Considérant qu'il convient de retenir l'option de ne faire figurer sur la carte que les éléments d'information utiles à sa compréhension ; qu'il convient en effet de se limiter à l'objet du projet d'arrêté et d'écarter toute référence à des documents d'aménagement du territoire, tels que le schéma de développement du territoire ou le plan de secteur, aux infrastructures de communication (voies de chemin de fer, routes, RAVeL, chemins de grande randonnée, etc.), ou à la caractérisation des territoires (zones biogéographiques wallonnes, « matrice paysagère », etc.) ;

Considérant que la représentation des sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature permet de visualiser les milieux naturels de très grande valeur biologique que les liaisons écologiques connectent entre eux ; que, celle du réseau hydrographique majeur (1^{ère} catégorie) permet quant à elle de fixer les liaisons écologiques du type « plaines alluviales » d'échelle régionale ; que celle des limites administratives communales permet de faciliter le repérage des liaisons écologiques projetées sur le territoire ;

Considérant que l'article 6.3 de la directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages tel que transposé par l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature exclut les plans et programmes directement liés ou nécessaires à la gestion d'un site Natura 2000 de la procédure d'évaluation appropriée des incidences sur un site Natura 2000 ; que les liaisons écologiques projetées contribuent à la connectivité entre les sites Natura 2000 des espèces et des habitats d'intérêt communautaire qu'ils abritent ; que le projet d'arrêté ne doit dès lors pas faire l'objet d'une évaluation appropriée des incidences sur les sites Natura 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du Code du Développement territorial, identifiées sur la carte annexée au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et le Ministre de la Nature sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN



Liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, §2, alinéa 4 du CoDT

Vu pour être annexé à l'arrêté du

Le Ministre-Président

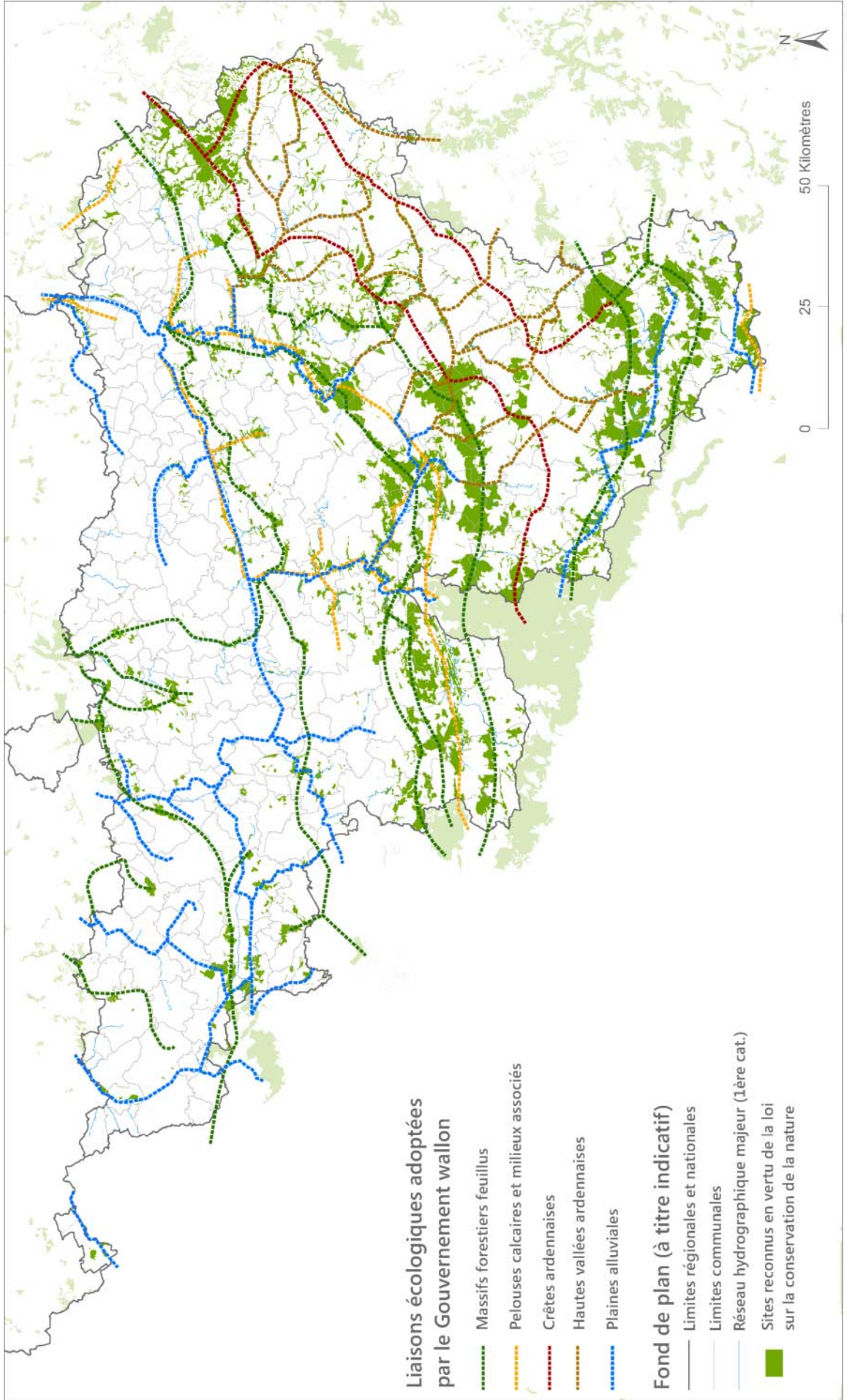
Le Ministre de la Nature

Le Ministre de l'Aménagement
du territoire

Willy BORSUS

René COLLIN

Carlo DI ANTONIO



ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/30963]

9. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019 zur Annahme der in Artikel D.II.2 § 2, Absatz 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung genannten ökologischen Verbindungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, insbesondere des Artikels D.II.2, § 2 Absatz 4;

Aufgrund des Berichts vom 26. Juni 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 27. Juni 2018 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 25. April 2019 in Anwendung von Artikel 84, §1, Absatz 1, Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 65.816/4;

In Erwägung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

In Erwägung der Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme;

In der Erwägung, dass der Erlassentwurf der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 zur Annahme der in Artikel D.II.2, § 2, Absatz 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung genannten ökologischen Verbindungen vom 22. Oktober bis zum 5. Dezember 2018 gleichzeitig mit dem Entwurf des Raumentwicklungsschemas einer öffentlichen Untersuchung unterworfen wurde, und dass ihm eine Umweltbewertung beigefügt war;

In der Erwägung, dass der Erlassentwurf der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2019 zur Annahme der in Artikel D.II.2 § 2, Absatz 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung genannten ökologischen Verbindungen, infolge seiner voraussichtlich erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats, am 19. Oktober 2018 zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht zur Stellungnahme den folgenden zuständigen Behörden unterworfen wurde:

- der Flämischen Region;
- der Region Brüssel-Hauptstadt;
- der Region "Grand-Est" (französische Republik);
- der Region "Hauts-de-France" (französische Republik);
- des Landes Rheinland-Pfalz (Bundesrepublik Deutschland);
- des Landes Nordrhein-Westfalen (Bundesrepublik Deutschland);
- der Provinz Limburg (Königreich der Niederlande);
- des Hochherzogtums Luxemburg;

In der Erwägung, dass der Erlassentwurf der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 zur Annahme der in Artikel D.II.2, § 2, Absatz 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung genannten ökologischen Verbindungen 2018 zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht am 19. Oktober 2018 zur Stellungnahme:

- des Ressorts "Raumordnung";
- des Ressorts "Umwelt";
- Des Ressorts "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur";
- der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie

unterworfen wurde;

In der Erwägung, dass die Stellungnahme der Gemeinderäte zum Teil am 18. Dezember 2018 und zum restlichen Teil am 24. Dezember 2018 per Schreiben beantragt wurde;

Identifizierung der ökologischen Verbindungen auf Ebene des Gebiets der Wallonischen Region und Verbindung mit dem Raumentwicklungsschema

In der Erwägung, dass Artikel D.II.2, § 2, Absatz 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, nachstehend GRE genannt, vorsieht, dass die räumliche Struktur des Raumentwicklungsschemas "die von der Regierung angenommenen ökologischen Verbindungen enthält";

In der Erwägung, dass die Identifizierung ökologischer Verbindungen auf der Ebene des Gebiets der Wallonischen Region auch zur Erfüllung zweier Verpflichtungen der Europäischen Union beiträgt, nämlich die Eindämmung des Verlusts der biologischen Vielfalt in der Union bis 2020 und den Schutz, die Bewertung und die Wiederherstellung der biologischen Vielfalt und der Ökosystemleistungen in der Union bis 2050 (*Mitteilung der Kommission vom 3. Mai 2011 mit dem Titel "Lebensversicherung und Naturkapital: Eine Biodiversitätsstrategie der EU für das Jahr 2020"*); dass sie durch die Unterstützung der Einbeziehung der biologischen Vielfalt in die regionale Raumordnung auch an der Umsetzung der Verpflichtungen der Wallonischen Region auf nationaler Ebene im Rahmen der Nationalen Strategie für die biologische Vielfalt 2020 Belgiens beteiligt ist;

In der Erwägung, dass die Naturschutzstrategie in der Wallonischen Region auf dem Konzept eines ökologischen Netzwerks beruht; dass sie einer Reihe von natürlichen und halbnatürlichen Ökosystemen, aber auch von alternativen Lebensräumen entspricht, die alle miteinander verbunden sind und wahrscheinlich die lebenswichtigen Bedürfnisse der Arten und ihrer Bevölkerung erfüllen;

In der Erwägung, dass ökologische Verbindungen Bestandteil des ökologischen Netzwerks sind; dass sie bei den Langstreckenbewegungen wandernder Arten, bei lokaleren Bewegungen zwischen lebenswichtigen Nahrungs-, Brut- und Ruheplätzen von Arten, die auf wallonischem Gebiet brüten oder überwintern, eine wichtige, oft kumulative Rolle spielen, um das langfristige Überleben von Pflanzen- und Tierarten zu sichern;

In der Erwägung, dass die in Artikel D.II.2, § 2, Absatz 4 des GRE genannten ökologischen Verbindungen *unter Berücksichtigung ihres biologischen Werts und ihrer Kontinuität zwecks der Gewährleistung einer kohärenten ökologischen Vernetzung auf Ebene des kommunalen Gebiets* bestimmt werden müssen;

In der Erwägung, dass die Vernetzung von natürlichen Lebensräumen mit hohem biologischem Wert, die für Laubwaldmassive oder verschiedene Arten von empfindlichen und marginalen Böden im Zusammenhang mit dem Relief- und Wassernetz charakteristisch sind, auf regionaler Ebene in Betracht gezogen werden muss, um ein kohärentes ökologisches Netz zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass auf regionaler Ebene fünf Arten von ökologischen Verbindungen identifiziert werden können:

- 1° Laubwaldgebiete;
- 2° Kalksteinrasen und ähnliche Milieus;
- 3° die Bergrücken der Ardennen;
- 4° die Hochtäler der Ardennen;
- 5° Alluvialebenen;

In der Erwägung, dass die ökologischen Verbindungen in Laubwaldmassiven eine Reihe von Waldmassiven verbinden, die oft aus alten Beständen bestehen, deren Böden wenig von menschlichen Eingriffen beeinflusst wurden und die eine große Vielfalt an Waldarten beherbergen;

In der Erwägung, dass die ökologischen Verbindungen auf Kalkwiesen und den damit verbundenen Umgebungen eine Reihe von Kalkwiesen und Trockenmooren verbinden, die auf sehr flachen trockenen Böden (Kalkstein-, Schiefer-, Kiesel-, schwermetallhaltige Böden usw.) sowie auf offenen halbnatürlichen Lebensräumen, die Verbindungen zwischen ihnen bilden, vorhanden sind, die eine große Anzahl geschützter oder bedrohter Arten beherbergen und sowohl auf regionaler als auch auf europäischer Ebene Umgebungen von sehr hohem historischen Wert sind;

In der Erwägung, dass die ökologischen Verbindungen auf den Bergrücken der Ardennen eine Reihe von Mooren, niedrigen Sümpfen und Lebensräumen verbinden, die mit den Torfböden auf den Hochtälern der Ardennen verbunden sind, die Ökosysteme von großem Interesse darstellen;

In der Erwägung, dass die ökologischen Verbindungen in den Hochtälern der Ardennen eine Reihe von sehr feuchten Umgebungen verbinden, die auf den Köpfen der Ardennentäler zu finden sind, wie sumpfige Wälder, Quellzonen, niedrige Sümpfe, feuchte Wiesen, Lebensräume auf sehr flachen Böden, wie z.B. Hangwälder, und von großem biologischen Interesse sind;

In der Erwägung, dass die ökologischen Verbindungen in den für die breiten Täler des hydrographischen Netzes typischen Alluvialebenen Feuchtgebiete wie Sümpfe, Wasserflächen, Feuchtwiesen, Röhrichtgebiete, feuchte Moore, Auenwälder usw. mit einer hohen Biodiversität verbinden;

In Erwägung insbesondere des Zusammenhangs zwischen dem vorliegenden Erlass und dem Raumentwicklungsschema; dass der vorliegende Erlass die ökologischen Verbindungen, die darauf abzielen, ein kohärentes ökologisches Netz auf dem Gebiet der Region zu gewährleisten, identifiziert und auf einer Karte abgrenzt; dass die territoriale Struktur des Raumentwicklungsschemas die durch das Gesetz über die Erhaltung der Natur anerkannten Standorte und die durch den vorliegenden Erlass identifizierten ökologischen Verbindungen umfasst; dass es nicht Aufgabe des Raumentwicklungsschemas ist, sie zu identifizieren oder ihren rechtlichen Umfang festzulegen;

In der Erwägung, dass das Ziel des Raumentwicklungsschemas jedoch darin besteht, durch seine territoriale Struktur und seine Umsetzungsprinzipien einerseits die verschiedenen Tätigkeiten auf dem Gebiet zu strukturieren, um zur Verbesserung des Schutzes der nach dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebiete beizutragen und die Kontinuität der von der Regierung angenommenen ökologischen Verbindungen zu wahren, und andererseits die Zersplitterung der unbebauten Gebiete durch die Sicherstellung der Vernetzung dieser Gebiete zu verringern, um nach einem kohärenten ökologischen Netz auf regionaler Ebene zu bestreben;

Umweltverträglichkeitsbericht

In der Erwägung, dass die vorgeschlagenen ökologischen Verbindungen wahrscheinlich erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben werden; in der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsbewertung über ihre Umsetzung auf Antrag der Wallonischen Regierung durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass das wallonische Regionalrecht derzeit keine Bestimmung zur Umsetzung der Richtlinie 2001/42/EG im Hinblick auf die Anwendung der darin vorgesehenen Regelung auf Verordnungen wie den geplanten Erlass enthält;

In der Erwägung infolgedessen, dass die Umweltauswirkungen der Umsetzung der geplanten ökologischen Verbindungen auf der Grundlage der Anforderungen der Richtlinie 2001/42/EG bewertet wurden; dass das zu diesem Zweck zugelassene Ingenieurbüro STRATEC S.A. mit der Durchführung dieser Bewertung beauftragt wurde;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer zu dem Schluss kommt, dass die geplanten ökologischen Verbindungen auf eine Reihe von Umgebungen abzielen, die eine hohe Biodiversität unterstützen;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer zu dem Schluss kommt, dass die betroffenen Lebensräume oft einen relativ linearen Aspekt aufweisen und dass die geplanten ökologischen Verbindungen, kombiniert mit lokalen ökologischen Verbindungen (< 1000 m), es ermöglichen, etwa 96% der Gesamtfläche der nach dem Gesetz über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebiete miteinander zu verbinden;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass Naturschutzgebiete, die nicht durch die vorgeschlagenen ökologischen Verbindungen miteinander verbunden sind, im Allgemeinen räumlich begrenzt sind und dass sie manchmal durch erhebliche Entfernungen von anderen geschützten Gebieten getrennt sind; dass die Anstrengungen, die erforderlich wären, um sie durch zusätzliche Verbindungen mit dem Netz zu verbinden, nicht die Vorteile rechtfertigen, die dies für das ökologische Netz mit sich bringen würde;

In der Erwägung, dass diese Analyse nicht geteilt werden kann; dass zwar die Verbindung von 4% der anerkannten Standorte auf regionaler Ebene im Hinblick auf die vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgebrachten Argumente nicht relevant ist, dass es jedoch möglich ist, sie auf überregionaler und lokaler Ebene durch bestehende Biotopverbände wie Hecken zu verbinden, Bäume, Obstgärten, grabbewachsene Hänge, Feldränder, Teiche, Süßwassergräben, eingeschnittene Talsohlen, Wasserläufe, stillgelegte Eisenbahnen oder andere Merkmale, die auf lokaler Ebene als Teil der Entwicklung von Planungsinstrumenten geringeren Umfangs identifiziert würden;

In der Erwägung, dass der Verfasser der Studie der Ansicht ist, dass sich die geplanten ökologischen Verbindungen sehr positiv auf das biologische Erbe (geringere Zersplitterung der Naturräume, Entwicklung der ökologischen Kontinuität, Intensivierung der systemischen Dienstleistungen) und die Lebensumwelt (Erhaltung von Grünflächen in der Umgebung oder in städtischen Gebieten, Erhaltung der ländlichen Landschaft) auswirken;

In der Erwägung, dass der Verfasser der Studie der Ansicht ist, dass die geplanten ökologischen Verbindungen positive, aber begrenzte Auswirkungen auf die anderen Bereiche der Umwelt haben, nämlich die Bodennutzung (vor einer künstlichen Umgestaltung geschützte Gebiete), demographische und soziale Aspekte (Schaffung von Wohn- und Begegnungsstätten) und das bebaute und archäologische Erbe (Verbesserung der Elemente des Erbes und Komplementarität der vorgeschlagenen Tätigkeiten);

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass die geplanten ökologischen Verbindungen nur begrenzte Auswirkungen auf die Mobilität (zusätzliche technische Zwänge zur Gewährleistung der Kontinuität der ökologischen Verbindungen über die Straßen hinweg) und die Wirtschaft (Investitionen, die für den möglichen Erwerb bestimmter Grundstücke und die Umsetzung von Entwicklungs- und finanziellen Anreizen zur Erhaltung oder Verbesserung der ökologischen Verbindungen erforderlich sind) haben;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Auffassung ist, dass die Umsetzung der geplanten ökologischen Verbindungen Auswirkungen auf die Bebaubarkeit oder die wirtschaftliche Nutzung (Einschränkungen oder Schwierigkeiten) der Grundstücke, durch die die vorgeschlagenen Strecken führen, hätte;

In der Erwägung, dass die der Wallonischen Regierung vom GRE erteilte Befugnis darin besteht, die ökologischen Verbindungen zu bestimmen, die in die territoriale Struktur des Raumentwicklungsschemas aufzunehmen sind, was indikativ ist; dass die Auswirkungen ihrer Umsetzung daher im Lichte des Richtwerts des Raumentwicklungsschemas bewertet werden müssen;

In der Erwägung, dass es Aufgabe der Entwicklungsschemen auf niedriger Ebene ist, die Trasse nach lokalen Besonderheiten zu verfeinern; daher sollten auf diesen Ebenen die Auswirkungen der ausgewählten ökologischen Verbindungen und etwaige durchzuführende Korrekturmaßnahmen bewertet werden;

In der Erwägung, dass das vom Umweltverträglichkeitsprüfer identifizierte Risiko nuanciert werden muss, weil die Praxis zeigt, dass das Verbot des Bebauung oder der Ausübung einer Tätigkeit nicht unbedingt die beste Lösung ist, um die Vernetzung natürlicher Lebensräume zu gewährleisten, und dass es oft sinnvoller ist, diese Dimension in die Projektplanung einzubeziehen; dass die Entwicklungen, die mit der Umsetzung der ökologischen Verbindungen einhergehen, beispielsweise in vielen Fällen die Entwicklung der landwirtschaftlichen Tätigkeit begünstigen; dass darüber hinaus das Gleichgewicht in der Regel positiv ist zwischen den von ihnen induzierten Betriebszwängen und ihren Auswirkungen auf die langfristige Tätigkeit (Erosion, Schutz der Entomofauna usw.); ;

In der Erwägung, dass auch das Ausmaß etwaiger Beschränkungen der Bodennutzung im Zusammenhang mit der Umsetzung der geplanten ökologischen Verbindungen zu nuancieren ist; dass sie sich nur auf Immobilien beziehen, die sich nicht an nach dem Gesetz über die Erhaltung der Natur anerkannten Standorten befinden;

In der Erwägung, dass aufgrund der Wahl der zu verbindenden Lebensräume die ökologischen Verbindungen Lebensräume vernetzen, die sich in überwiegend kaum besiedelten, kaum verstädterten oder schwer zu bebauenden Gebieten befinden (Berggrücken der Ardennen, Hochtäler der Ardennen);

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer bestimmte Überwachungs- und Minderungsmaßnahmen vorschlägt, die, wenn sie umgesetzt werden, insgesamt sehr positive Auswirkungen auf die Umwelt haben werden;

Öffentliche Untersuchung und Befragungen

In der Erwägung, dass aus dem Abschlussprotokoll der Gemeindedienststellen am Ende der öffentlichen Untersuchung hervorgeht, dass 99 Beschwerden und Bemerkungen eingegangen sind;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die während der öffentlichen Untersuchung gemachte Werbung nicht ausreichend war;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer bedauern, dass die geplanten ökologischen Verbindungen auf der bestehenden Situation und nicht auf potenziellen Verbindungen, die auf Sanierungsmaßnahmen beruhen würden, basieren;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Tatsache, dass nur fünf Arten von ökologischen Verbindungen beibehalten werden, zu restriktiv ist, um eine kohärente und vollständige ökologische Vernetzung auf der Ebene des regionalen Gebiets zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer feststellen, dass Gebiete von großem biologischem Interesse nicht durch die geplanten ökologischen Verbindungen miteinander verbunden sind, insbesondere nördlich des Sambre – Maas-Talgebiets und im Condroz; dies scheint ihnen auf die von der Wallonischen Regierung gewählte Möglichkeit zurückzuführen zu sein, nur die nach dem Gesetz über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebiete zu verbinden; dass der Umweltverträglichkeitsbericht die Unmöglichkeit hätte aufzeigen müssen, eine glaubwürdige ökologische Hauptstruktur zu entwerfen, ohne biologisch interessante Gebiete und als Natura 2000 nicht ausgewählte Gebiete zu berücksichtigen, und daher nicht nur die Verbindungen zwischen streng geschützten Gebieten zu überprüfen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die mangelnde Berücksichtigung des Pays de Herve bedauern;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer vorschlagen, die geplanten ökologischen Verbindungen zu erweitern und zu vervollständigen, insbesondere im Hinblick auf die Verbindung:

- Folgender Gebiete:

* das Natura 2000-Gebiet BE31001 - Brabanter Nebenflüsse der Senne;

* das Natura 2000-Gebiet BE 32003 - Pays des Collines ;

* das Natura 2000-Gebiet BE31007 – pays des Collines;

* das Natura 2000-Gebiet BE32006 – bois Enghien et de Silly;

- die folgenden Waldgebiete:

* bois de Hal - forêt de Soignes - forêt de Meerdael ;

* Hennegau-Kempen – Bois de la Houssière – bois de Hal;

* die Waldmassive der Täler von Eau d'Heure, Molinee, Haute-Meuse, Samson und Hoyoux;

* die Eichenwälder von Fagne-Famenne;

* der Wald von Anlier und die Kontinuitäten, die durch die Täler von Our, Lomme und Amel gewährleistet werden;

* die "cuesta bajocienne";

* der Wald von Mariemont;

- die folgenden Feuchtgebiete:

* Täler "vallée de la Nethen – vallée de la Dyle";

* Täler "vallée de la Lasne– vallée de la Dyle";

* Täler "vallée de la Senne– vallée de la Dyle";

* Täler "vallée de la Mazerine et de l'Argentine – vallée de la Dyle";

* Becken "bassin de la Haine et ses affluents" - ehemaliger Canal du Centre;

* die Täler der Maas, Ourthe und Weser;

* das Tal der Lesse;

* das Tal der Semois;

* das Tal der Lomme;

* verschiedene Wasserläufe der zweiten oder dritten Kategorie oder nicht klassifizierte Wasserläufe;

- - die folgenden Stellen auf Kalksteinsubstrat:

* Weser - Basse-Meuse über das "pays de Herve";

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer wünschen, dass die in Betracht gezogenen Verbindungen zu den Nachbarländern expliziter sind, und dass einige von ihnen korrigiert werden sollten;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer vorschlagen, zusätzliche ökologische Verbindungen auf regionaler Ebene zu identifizieren:

- Halden und Industriebrachen, insbesondere zum Schutz von Ultrapionierarten;
- der Fernwanderweg "sentier des terrils" GR412 ;
- RAVeL-Netzwerk und ehemalige Eisenbahnlinien;
- Eisenbahnlinien und das Straßennetz;
- landwirtschaftliche Lebensräume:
- * Verbindung für das "extensive Grünlandwirtschaftssystem" und insbesondere die Bocage-Wiesen;
- * Verbindung zum Schutz der Vögel der landwirtschaftlichen Ebenen;
- die Bocage-Umgebungen und die Bereiche mit Hecken und bemerkenswerten Bäumen;
- Infrastruktur von Gärten und Grünflächen in urbanisierten Gebieten;
- Biotopverbund ohne Beleuchtung;
- Flüsse und Feuchtgebiete;
- Böden mit unvollkommener Entwässerung und Auen in nichturbanisierten Gebieten;
- "Arten"-Herausforderungen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer vorschlagen, die Grundkarte durch Hinzufügen von folgenden Elementen abzuändern:

- die wallonischen biogeographischen Regionen;
- der Sektorenplan;
- Gebiete von hohem biologischem Interesse sowie Bewerbergebiete für das Natura-2000-Netz, die nicht ausgewählt wurden;
- Das ganze hydrographische Netz
- die wichtigsten Städte;

In der Erwägung, dass sich die Beschwerdeführer über die offensichtliche Unterbrechung der ökologischen Verbindungen auf der Ebene des Stadtgebiets von Lüttich Gedanken machen;

In der Erwägung, dass einige Antragsteller vorschlagen, die Karte zu klären oder die Informationen auf zwei Karten anzugeben;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der regionale Maßstab nicht der für die Herstellung ökologischer Verbindungen relevante Maßstab ist (zu ungenau); dies hat zur Folge, dass Verbindungen nicht so festgelegt werden können, dass sie strukturellen oder funktionalen Elemente entsprechen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es nicht relevant ist, die genaue Ermittlung und Umsetzung von ökologischen Verbindungen den lokalen Behörden zu übertragen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass alle ökologischen Verbindungen in einer einzigen Farbe hätten erscheinen sollen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass dem Projekt konkrete und operative Maßnahmen fehlen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Auffassung ist, dass der Umweltverträglichkeitsbericht durch eine angemessene Studie über die Ein- und Auswirkungen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes über die Erhaltung der Natur ergänzt werden sollte;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, der Umweltverträglichkeitsbericht sei unvollständig oder falsch, wenn es um die Analyse der Auswirkungen auf folgende Elemente geht:

- Wirtschaftstätigkeit, einschließlich land- und forstwirtschaftlicher Tätigkeiten;
- das Problem der invasiven Pflanzen;

In der Erwägung, dass die zuständigen Behörden der Flämischen Region und der Provinz Limburg (Königreich der Niederlande) im Rahmen der Anwendung des Espoo-Übereinkommens vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen eine Stellungnahme abgegeben haben und dass diese innerhalb der Frist übermittelt wurden;

In der Erwägung, dass sich die zuständigen Behörden der Flämischen Region für die Initiative der Wallonischen Regierung zur Aufnahme ökologischer Verbindungen innerhalb ihres Gebiets aussprechen;

In der Erwägung, dass sie der Ansicht sind, dass die Verbindungen zu den Tälern von Lys, Schelde, Dender, Senne und Geer, den Wäldern der flämischen Ardennen, der Forêt de Soignes und Meerdaal und den Kalkwiesen des Maastals und der Region Voeren auch für Flandern zum Zwecke der Defragmentierung dieser Gebiete von Interesse sind;

In der Erwägung, dass sie dennoch den Geltungsbereich des vorliegenden Erlasses und seine Auswirkungen auf die in Flandern nahe der Grenze zu der Wallonie entwickelten Pläne und Projekte in Frage stellen und daher beantragen, über die Fortsetzung des Verfahrens informiert zu werden, und an späteren Entscheidungen, die sich daraus ergeben und Auswirkungen auf das flämische Gebiet haben könnten, beteiligt zu werden;

In der Erwägung, dass die zuständigen Behörden der Provinz Limburg (Königreich der Niederlande) die Ziele des vorliegenden Erlasses unterstützen; dass sie sich über die Berücksichtigung der grenzüberschreitenden ökologischen Verbindungen in den Alluvialebenen des Geer und den Kalkwiesen im Zusammenhang mit dem Maas- und Göhlthal freuen; dass sie jedoch bedauern, dass im Gulpe-Tal keine Verbindung vom Typ einer "Alluvialebene" besteht;

In Erwägung der am 17. Dezember 2018 fristgerecht abgegebenen Stellungnahme des "Ressorts" Umwelt;

In der Erwägung, dass das Ressort "Umwelt" die Initiative zur Annahme einer Karte der ökologischen Verbindungen auf regionaler Ebene begrüßt;

In der Erwägung, dass es jedoch erachtet, dass die Karte Gegenstand eines Begleitungsverfahrens sein sollte, das insbesondere die Unterstützung der Akteure und einen Hinweis auf eine angemessene Anwendung auf niedrigere Ebenen vorsieht;

In der Erwägung, dass aus der Stellungnahme des Ressorts "Umwelt" hervorgeht, dass ökologische Verbindungen auch zu einem Defragmentierungsziel beitragen müssen, um die Vernetzung der Umwelt zu verbessern, insbesondere durch die Entwicklung von Öko-Pipelines;

In der Erwägung, dass es auch zwei Abänderungen am Wortlaut des Erlasses vorschlägt;

In der Erwägung, dass das Ressort prüft, was genau unter dem Begriff "anerkannte Standorte im Sinne des Gesetzes über die Erhaltung der Natur" und seinen Auswirkungen auf die Erstellung der Karte zu verstehen ist; dass er empfiehlt, diesen Begriff klar und präzise zu definieren und gegebenenfalls die Karte zu korrigieren;

In der Erwägung, dass das Ressort vorschlägt, dass biogeografische Regionen in die Karte im Anhang des Erlasses aufgenommen werden, da dies dazu beitragen würde, ökologische Verbindungen besser zu identifizieren;

In der Erwägung, dass das Ressort betont, dass die Karte die Überlagerungen und Kontinuitäten zwischen den verschiedenen Umgebungen, wo sie vorhanden sind, nicht zeigt; dass sie die Kontinuität zwischen den verschiedenen Elementen der aquatischen ökologischen Verbindungen (insbesondere im Maastal) nicht angibt; dass das Ressort aus diesem Grund empfiehlt, dass der Erlass eine Karte für jede Art von Verbindung enthält;

In der Erwägung, dass das Ressort auch verlangt, dass die Karten unabhängig voneinander auf WalOnMap verfügbar sind und regelmäßig aktualisiert werden.

In der Erwägung, dass das Ressort der Ansicht ist, dass der Umweltverträglichkeitsbericht Antworten auf die folgenden Elemente hätte geben sollen:

- Beziehungen zwischen dem wallonischen ökologischen Netz und dem der angrenzenden Gebiete;
- Interesse, bei der Gestaltung der Karte Gebiete von hohem biologischen Interesse zu berücksichtigen oder nicht;
- Möglichkeit, zusätzlich zu den fünf genannten Infrastrukturen bzw. Biotopverbunden weitere Infrastrukturen bzw. Verbunde zu integrieren (z.B. ein Verbund für große bedrohte taxonomische Gruppen oder für die Kette von Halden und Industriebrachen);

In Erwägung der fristgerecht am 18. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme des Ressorts "Raumordnung";

In der Erwägung, dass das Ressort erklärt, dass es die Stellungnahme des Ressorts "Umwelt" zur Kenntnis genommen hat und alle seine Überlegungen unterstützt;

In Erwägung der am 18. Dezember 2018 fristgerecht abgegebenen Stellungnahme des Ressorts "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur";

In der Erwägung, dass das Ressort "Ländliche Angelegenheiten" mehrere ähnliche Bemerkungen macht wie das Ressort "Umwelt";

In der Erwägung, dass sich das Ressort "Ländliche Angelegenheiten" von der Meinung des Ressorts "Umwelt" dadurch unterscheidet, dass es die Integration von Standorten von großem biologischen Interesse in die Kartographie ökologischer Verbindungen empfiehlt, sofern diese Integration nicht darin besteht, ihnen einen Sonderstatus zu verleihen, der sich als verbindlich erweisen würde;

In der Erwägung, dass das Ressort wünscht, dass die Grundkarte durch die anderen nicht als ökologische Verbindungen eingestuft Wasserläufe sowie durch das aktive oder stillgelegte Schienennetz, das ein stark mit den anderen Verbindungen verbundener Verbund bildet, vervollständigt wird;

In Anbetracht dessen, dass das Ressort "Ländliche Angelegenheiten" schließlich die folgenden Korrekturen vorschlägt:

- Hinzufügung der Haldenkette;
- Hinzufügung der regionalen ökologischen Verbindung von Maas, Ourthe, Lesse und Semois zur Gewährleistung der ökologischen Kontinuität;
- Erweiterung der regionalen ökologischen Verbindung der Wälder der Hennegau-Kempen nach Brüssel mit dem "Bois de la Houssière";
- Vervollständigung der regionalen ökologischen Verbindung der Brabanter Wälder und Täler mit den Waldmassiven bei Chaumont-Gistoux, die eine Verbindung zum Orneautal herstellen;
- Hinzufügung des Tals der Lomme;
- Berichtigung der Enden der verschiedenen ökologischen Verbindungen, wenn sie sich auf andere Regionen und Länder erstrecken;

In Erwägung der am 4. Dezember 2018 fristgerecht abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

In der Erwägung, dass aus der Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie hervorgeht, dass sie einerseits die Schwäche der Umweltprüfung und andererseits das Fehlen quantifizierter Ziele bedauert, insbesondere in Bezug auf die zu erhaltenden Flächen von Gebieten von großem biologischen Interesse;

In der Erwägung, dass sie auch darauf besteht, dass die Region sich darauf einigen muss, ausreichende Mittel bereitzustellen, damit die Gemeinden diese Fragen wirklich in ihre kommunalen Pläne und Programme zur Entwicklung der Natur integrieren können;

In der Erwägung, dass es verwunderlich ist, dass das Raumentwicklungsschema nicht direkt auf das Konzept der ökologischen Hauptstruktur und auf die Arbeit der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des wallonischen öffentlichen Dienstes verweist;

In der Erwägung, dass der Zusammenhang zwischen der Karte der ökologischen Verbindungen und der Fähigkeit, sie funktionsfähig zu machen, in Frage gestellt wird, insbesondere wegen ihres Umfangs, der wahrscheinlich zu allgemein ist, um in Planungsakten konkretisiert zu werden, und der Auslegung, die ihnen gegeben werden kann;

In der Erwägung, dass die Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie auch der Auffassung ist, dass die Konfrontation mit anderen Orientierungen des Raumentwicklungsschemas nicht klar zum Ausdruck kommt;

In der Erwägung außerdem, dass sie bedauert, dass das Gebiet nördlich des Sambre – Maas-Talgebiets nicht mehr Aufmerksamkeit erhält, um die Entwicklung ökologischer Verbindungen zur Bekämpfung seiner Fragmentierung zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass sie schließlich der Auffassung ist, dass für die fünf Arten von Lebensräumen, für die ökologische Verbindungen aufrecht erhalten werden müssen, spezifische Ziele und Empfehlungen festgelegt werden sollten;

Aufgrund der fristgerecht übermittelten Stellungnahmen der Gemeinderäte von Amay, Andenne, Anthisnes, Antoing, Arlon, Ath, Aubange, Baelen, Bastogne, Beaumont, Belœil, Berloz, Bertogne, Beyne-Heusay, Bièvre, Bouillon, Braine-l'Alleud, Braine-le-Comte, Braives, Brugelette, Brunehaut, Büllingen, Bütgenbach, Celles, Charleroi, Châtelet, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Ciney, Colfontaine, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Etienne, Couvin, Crisnée, Dalhem, Daverdisse, Dinant, Dison, Dour, Eghezée, Ellezelles, Erquelines, Estaimpuis, Farciennes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchapelle, Geer, Genappe, Gerpennes, Gouvy, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Hamois, Hannut, Hastière, Herbeumont, Herve, Houffalize, Ittre, Jalhay, Jodoigne, Juprelle, Kelmis, Lasne, Le Rœulx, Léglise, Lessines, Limburg, Lobbes, Lontzen, Malmedy, Manage, Marche-en-Famenne, Modave, Mons, Morlanwelz, Mouscron, Namur, Nassogne, Neufchâteau, Neupré, Ohey, Ottignies-Neu-Löwen, Oupeye,

Paliseul, Pecq, Pepinster, Péruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quiévrain, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Saint-Georges-sur-Meuse, Sambreville, Sankt-Vith, Sivry-Rance, Somme-Leuze, Soumagne, Stavelot, Tenneville, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Trois-Ponts, Verlainne, Verviers, Vielsalm, Villers-la-Ville, Villers-le-Bouillet, Virton, Visé, Weismes, Walcourt, Walhain, Waremme, Wavre;

In der Erwägung, dass einige Gemeinderäte die Zeit der Konsultationsphase (Beginn der gemeindlichen legislaturperiode) bedauern;

In der Erwägung, dass viele Stellungnahmen der Gemeinderäte ihre Zustimmung davon abhängig machen, dass die Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie berücksichtigt wird;

In der Erwägung, dass mehrere Gemeinderäte den im Rahmen der öffentlichen Untersuchung eingereichten Beschwerden und Beobachtungen anschließen;

In der Erwägung, dass die Gemeinderäte der deutschsprachigen Gemeinden, die Stellungnahmen abgegeben haben, möchten, dass der Erlassentwurf nur vorübergehend bis zur Übertragung der Zuständigkeit auf die Deutschsprachige Gemeinschaft auf ihr Gebiet Anwendung findet;

In der Erwägung, dass mehrere Gemeinderäte die Stellungnahme der "Fédération des Parcs naturels" unterstützen, die die Berücksichtigung der folgenden Gebiete beantragt:

- Gebiete von hohem biologischem Interesse und Kandidatengebiete für das Natura-2000-Netz sowie die "Landschaftsmatrix" (ADESA-Perimeter);

- Lebensräume gefährdeter oder stark zurückgehender Arten zu berücksichtigen und sie auf der Karte darzustellen;

- die ökologische Kontinuität der Wasserläufe über eine ökologische Verbindung "Wasserlauf", die die im Verzeichnis der Bewirtschaftungspläne für die Flussgebietseinheiten festgelegten prioritären Bereiche für die ökologische Kontinuität deckt;

In der Erwägung, dass ein Gemeinderat ökologische Verbindungen ablehnt, die seiner Meinung nach negative Auswirkungen auf Verstärkerprojekte und die wirtschaftliche und städtebauliche Entwicklung haben können; in der Erwägung, dass andere Gemeinderäte die tatsächlichen Auswirkungen des vorliegenden Erlasses auf Entscheidungen über die Raumordnung in Frage stellen;

In der Erwägung, dass einige Stadtverwaltungen die Auswirkungen des vorliegenden Erlasses auf die Bewirtschaftung bestimmter natürlicher Ressourcen, die sich entlang der Achse einer Verbindung befinden, in Frage stellen;

In der Erwägung, dass mehrere Gemeinderäte vorschlagen, die geplanten und nicht von der öffentlichen Untersuchung abgedeckten ökologischen Verbindungen zu erweitern und zu vervollständigen, insbesondere im Hinblick auf die Verbindung:

- folgender Gebiete:

* das Natura 2000 Gebiet BE31010: "Sources de la Dyle";

* das Natura 2000-Gebiet BE32044 – "Bassin de l'Escaut en amont de Tournai";

* das Natura 2000 Gebiet BE32025: "Haut-Pays des Honnelles";

* das Natura 2000 Gebiet BE 35022B: "Bassin de l'Iwène sur Ciney";

* das domaniale Naturschutzgebiet der "décanteurs de la sucrerie de Genappe";

- folgender Waldgebiete:

* Verlängerung der Verbindung Brakel - Gauraing nach Süden;

- folgender Feuchtgebiete:

* Ausdehnung des Hainetals auf das Hannetontal;

* Espierre Kanal;

* Tal der Grande Gette;

* Tal der Marcq

* Tal der Trouille ;

* die Flüsse der "deux Vernes" und der Calonne;

-

* Verschiebung der kalkhaltigen Rasenverbindung von der Unteren Maas nach Westen;

In Erwägung der Mitteilungen, die nach Ablauf der Frist von den Gemeinderäten von Enghien, Estinnes, Fleurus, La Hulpe, La Roche, Momignies, Mont-de-l'Enclus, Quévy, Rendeux, Seneffe, Sombreffe versandt wurden, gelten sie als positiv, wenn sie nicht innerhalb von sechzig Tagen nach Absendung des Antrags versandt wurden;

In der Erwägung jedoch, dass nach dem Lesen dieser Stellungnahmen hervorgeht, dass sie keine neuen Informationen zu den bereits geäußerten Bemerkungen liefern;

In Erwägung der auf eigene Initiative abgegebenen Stellungnahmen der Gemeindekollegien Gembloux und Huy und der VoE ECO-VIE;

In der Erwägung, dass diese Stellungnahmen nicht formell Teil des Verfahrens sind;

In der Erwägung jedoch, dass nach dem Lesen dieser Stellungnahmen hervorgeht, dass sie keine neuen Informationen zu den bereits geäußerten Bemerkungen liefern;

Berücksichtigung der während der Konzertierung geäußerten Meinungen

In der Erwägung, dass der Zweck des vorliegenden Erlasses darin besteht, die ökologischen Verbindungen zu ermitteln und auf einer Karte abzugrenzen, die ein kohärentes ökologisches Netz auf dem Gebiet der Region gewährleisten sollen; dass die Umsetzung oder Operationalisierung dieser Verbindungen nicht durch den vorliegenden Erlass zu regeln sind;

In der Erwägung, dass alle Bemerkungen zu diesen beiden Punkten daher irrelevant sind;

In der Erwägung, dass die der Regierung erteilte Genehmigung darin besteht, ökologische Verbindungen herzustellen, um die Kerne der nach dem Gesetz über die Erhaltung der Natur vom 12. Juli 1973 anerkannten Gebiete zu vernetzen und so ein kohärentes ökologisches Netz auf der Ebene des regionalen Gebiets zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Genehmigung daher nicht dazu bestimmt ist, alle Gebiete des wallonischen Gebiets mit aktuellem oder potenziell biologischem Interesse zu identifizieren und zu kartieren; dass die ausgewählten ökologischen Verbindungen nicht nur wegen ihres biologischen Wertes, sondern auch wegen ihrer Kontinuität ausgewählt wurden, um ein kohärentes regionales ökologisches Netz zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Kohärenz des ökologischen Netzes im Hinblick auf seine Fähigkeit zur Vernetzung natürlicher Lebensräume mit hohem biologischem Wert bewertet werden muss;

In der Erwägung, dass die Struktur dieses Netzes noch nicht verordnungsmäßig festgelegt wurde; in diesem Zusammenhang ist es unangebracht, es mit der in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur erwähnten Hauptstruktur zu verwechseln; dass diese ein anderes Ziel verfolgt, da sie im Rahmen der Gewährung von Ausgleichs- und Subventionsleistungen festgelegt werden muss und noch nicht für das gesamte regionale Gebiet angenommen wurde;

In der Erwägung, dass der Erlassentwurf optional die regionale Verbindung der durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebiete vorsieht; dass sie sich aus natürlichen Umgebungen mit hohem biologischem Wert zusammensetzen, die für Laubwaldmassive oder verschiedene Arten von empfindlichen und marginalen Böden im Zusammenhang mit dem Relief- und Wassernetz charakteristisch sind;

In der Erwägung, dass die Wahl, sich bei der Herstellung ökologischer Verbindungen auf die im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebiete zu stützen, darauf abzielt, diese auf der einzigen unbestreitbaren Rechtsgrundlage zu basieren, die es ermöglicht, heute den hohen biologischen Wert einer natürlichen Umwelt zu belegen; dass es sich bei den durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebieten um staatliche Naturschutzgebiete, zugelassene Naturschutzgebiete, Forstschutzgebiete, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Natura 2000-Gebiete und Kandidatengebiete für das Natura 2000-Netz im Sinne von Artikel 1 Ziffer 18^obis des genannten Gesetzes handelt;

In der Erwägung, dass dies der Grund dafür ist, dass Gebiete von großem biologischen Interesse und Natura-2000-Kandidatengebiete, die nicht ausgewählt wurden, nicht berücksichtigt wurden;

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts des Erlassentwurfs zu dem Schluss gekommen ist, dass das durch die geplanten ökologischen Verbindungen geschaffene ökologische Netz aufgrund der Größe der Gesamtfläche der nach dem Gesetz über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebiete, die sie verbinden, einheitlich ist;

In der Erwägung, dass die Wahl, die geplanten ökologischen Verbindungen durch eine ökologische Verbindung des Typs "große bedrohte taxonomische Gruppen" zu ergänzen, auf einer "prospektiven" Logik beruht, die Voruntersuchungen in Ermangelung einer bestehenden Regelungsgrundlage erfordert; dass für Wassertiere wie Lachs dennoch vereinbart werden kann, dass ökologische Verbindungen des Typs "Alluvialebenen" und Hochardennentäler wahrscheinlich dazu beitragen werden, die Bedrohung, der sie heute ausgesetzt sind, zu verringern;

In der Erwägung, dass die Wahl, die geplanten ökologischen Verbindungen durch eine ökologische Verbindung vom Typ "Kette von Halden und Industriebrachen" zu ergänzen, ebenfalls auf derselben "prospektiven" Logik beruht; dass sie aufgrund der sehr lokalisierten Natur der Verbindungen, die sie ermöglichen würde, nicht auf regionaler Ebene übernommen werden kann;

In der Erwägung, dass die Option, die geplanten ökologischen Verbindungen durch eine ökologische Verbindung vom Typ "Biotopverbund ohne Beleuchtung" zu ergänzen, die durch eine gewisse Dunkelheit gekennzeichnet wäre, keiner bestimmten ökologischen Verbindung entspricht; in der Erwägung, dass die Frage der Lichtverschmutzung jedoch bei der Umsetzung aller auf dem Gebiet registrierten ökologischen Verbindungen berücksichtigt werden sollte;

In der Erwägung, dass die fünf vorgeschlagenen thematischen ökologischen Verbindungen aufgrund ihres Umfangs und ihrer Kontinuität eine regionale Dimension haben; dass Vorschläge zu ihrer Vervollständigung berücksichtigt werden können; dass dies für einige der Vorschläge der Antragsteller aufgrund der lokaleren Dimension der betreffenden Themen (bemerkenswerte Hecken, Grüngürtel in der Stadt,...) nicht gilt;

In der Erwägung, dass die geplanten ökologischen Verbindungen wie folgt ergänzt werden sollten:

1° Laubwaldgebiete:

- Die Erweiterung:

* der Verbindung zwischen den Wäldern des Hennegau-Kempen und dem Natura 2000-Gebiet des Waldes "de la Houssière", des Waldes "bois de Hal" und dann des Waldes "Foret de Soignes";

* die Verbindung zwischen den Wäldern und Tälern von Brabant mit dem Natura-2000-Gebiet des Lasne-Tals und dann mit Flandern;

- die Hinzufügung von Verbindungen

* zum Anschluss der Verbindung des Tals von dem Orneau an die Wälder und Täler von Brabant über das Natura-2000-Gebiet des Bahntals in Chaumont-Gistoux;

* zur Verbindung des Natura-2000-Gebietes des Waldes von Enghien und Silly mit den Natura-2000-Gebieten an der flämischen Grenze;

* zur Verbindung des Waldes von Anlier mit dem Wald von Heinsch;

* zur Verbindung der bewaldeten Massive am nördlichen Rand der Fagne-Famenne;

- die Berichtigung bestimmter Enden der Verbindungen, wenn sie sich über die Gebiete benachbarter Regionen erstrecken;

2° Für die Verbindungen der Art "Kalkwiesen und zugehörige Umgebungen":

- Verschiebung der kalkhaltigen Rasenverbindung von der Unteren Maas nach Westen;

3° für die Verbindungen der Art "Kämme der Ardennen":

- Keine Änderung;

4° für die Verbindungen der Art "Hochtäler der Ardennen":

- Hinzufügung einer Verbindung auf dem Tal der Lomme;

- Erweiterung der Verbindung der Vierre zur Gewährleistung der ökologischen Kontinuität;

5° für die Verbindungen der Art "Alluvialebenen":

- Beseitigung der Verbindungen auf Wasserläufen, die nicht in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen (Kategorien 2 und 3 und nicht klassifizierte Wasserläufe);

- Hinzufügung von Verbindungen zu den Tälern von

* der Maas;

* der Ourthe und der Amel;

* der Lesse, der Lomme et der Wamme

* vom Hain;

* der Grande Honnelles ;

* der Marcq;

* der Trouille;

- Erweiterung der Verbindungen Semois, Scheldt und Haine nach Frankreich zur Gewährleistung der ökologischen Kontinuität;

- Berichtigung bestimmter Enden der Verbindungen, wenn sie sich über die Gebiete benachbarter Regionen erstrecken;

In der Erwägung, dass die nach dem Gesetz über die Erhaltung der Natur anerkannten Umgebungen von hohem biologischem Wert nicht gleichmäßig über das gesamte Gebiet der Region verteilt sind; dass es daher unmöglich ist, dem Wunsch bestimmter Antragsteller nachzukommen, die in den betreffenden Teilen des regionalen Gebiets geplanten ökologischen Verbindungen zu vervollständigen;

In der Erwägung, dass sich aus Artikel D.II.2 § 2 Absatz 3 des GRE ergibt, dass die in diesem Erlass geplanten ökologischen Verbindungen kartographisch ausgedrückt werden müssen; dass der GRE keine weiteren Angaben zur Gestaltung der Karte macht; dass zur Einbeziehung der auf regionaler Gebietsebene geplanten ökologischen Verbindungen gewählt wird, sie auf konventionelle Weise durch gestrichelte Linien konstanter Dicke in einem mit dem A0-Format kompatiblen Maßstab, d. h. 1:250 000 darzustellen;

In der Erwägung, dass der Maßstab 1:250.000.000 bewusst so gewählt wurde, dass die Informationen auf der Karte nicht in einem Maßstab interpretiert werden, der den jeweiligen Problemen nicht angemessen wäre; dass die Karte vor jeder konkreten Umsetzung vor Ort in den Dokumenten im unteren Maßstab überarbeitet werden sollte;

In der Erwägung, dass gewählt werden sollte, nur Informationen, die für ihr Verständnis nützlich sind, in die Karte aufzunehmen; dass es angebracht ist, sich auf den Zweck des Erlassentwurfs zu beschränken und jeden Bezug auf Raumordnungsdokumente, wie das Raumentwicklungsschema oder den Sektorenplan, auf Verkehrsinfrastrukturen (Eisenbahnen, Straßen, RAVeL, Wanderwege usw.), oder auf die Charakterisierung von Gebieten (wallonische biogeografische Zonen, "Landschaftsmatrix", etc.) auszuschließen; ;

In der Erwägung, dass die Darstellung der nach dem Gesetz über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebiete es ermöglicht, die natürlichen Lebensräume mit sehr hohem biologischem Wert zu visualisieren, die durch ökologische Verbindungen miteinander verbunden sind; dass die Darstellung des großen hydrographischen Netzes (1. Kategorie) es ermöglicht, ökologische Verbindungen vom Typ der "Alluvialebenen" auf regionaler Ebene herzustellen; dass die Darstellung der kommunalen Verwaltungsgrenzen es einfacher macht, geplante ökologische Verbindungen auf dem Gebiet zu identifizieren;

In der Erwägung, dass Artikel 6.3 der Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, wie sie in Artikel 29 Absatz 2 des Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur umgesetzt wurde, Pläne und Programme ausschließt, die direkt mit der Bewirtschaftung eines Natura-2000-Gebietes zusammenhängen oder für diese notwendig sind, von dem geeigneten Verfahren zur Bewertung der Auswirkungen auf ein Natura-2000-Gebiet; dass die vorgeschlagenen ökologischen Verbindungen zur Verbindung zwischen Natura-2000-Gebieten von Arten und Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse, die sie enthalten, beitragen; dass der Erlassentwurf daher nicht Gegenstand einer angemessenen Umweltverträglichkeitsbewertung für Natura-2000-Gebiete sein sollte;

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die wallonische Regierung nimmt die in Artikel D.II.2, § 2, Absatz 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung genannten ökologischen Verbindungen an, die auf der dem vorliegenden Erlass beigefügten Karte angegeben sind.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt 10 Tage nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Umwelt und Raumordnung und der Minister für Natur sind, jeder in seinem Zuständigkeitsbereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Mai 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/30963]

9 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019 tot aanneming van de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2, § 2, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, de artikelen D.II.2, § 2, vierde lid;

Gelet op het rapport van 26 juni 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 juni 2018;

Gelet op advies 65.816/4 van de Raad van State, uitgebracht op 25 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de effecten van bepaalde plannen en programma's op het leefmilieu;

Overwegende dat het voorontwerp van besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 tot aanneming van de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2 § 2, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 22 oktober tot 5 december 2018 tegelijk met het ontwerp van ruimtelijk ontwikkelingsplan onderworpen is aan een openbaar onderzoek en dat het vergezeld ging van een milieueffectbeoordeling;

Overwegende dat aangezien het voorontwerp van besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 tot aanneming van de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2 § 2, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening aanzienlijke gevolgen kan hebben op het leefmilieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die partij is bij het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, bedoeld voorontwerp, samen met het milieueffectrapport, op 19 oktober 2018 voor advies is voorgelegd aan de bevoegde overheden van:

- het Vlaams Gewest;
- het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- de "Région Grand-Est" (Franse Republiek);
- de "Région des Hauts-de-France" (Franse Republiek);
- het Land Rijnland-Palts (Duitse Bondsrepubliek);
- het Land Noordrijn-Westfalen (Duitse Bondsrepubliek);
- de provincie Limburg (Koninkrijk der Nederlanden);
- het Groothertogdom Luxemburg;

Overwegende dat het voorontwerp van besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 tot aanneming van de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2 § 2, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening samen met het milieueffectenrapport op 19 oktober 2018 voor advies is voorgelegd aan:

- de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";
- de Beleidsgroep "Leefmilieu";
- de Beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden", afdeling "Natuur";
- de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten);

Overwegende dat het advies van de gemeenteraden voor het eerste deel op 18 december 2018 en voor het andere deel op 24 december 2018 bij schrijven is aangevraagd;

Identificatie van de ecologische doorgangsgebieden op het niveau van het Waalse Gewest en verband met het ruimtelijk ontwikkelingsplan

Overwegende dat in artikel D.II.2, § 2, vierde lid van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, hierna "het Wetboek" genoemd, bepaalt dat de ruimtelijke structuur van het ruimtelijk ontwikkelingsplan "de door de Regering aangenomen ecologische doorgangsgebieden opneemt";

Overwegende dat de identificatie van ecologische doorgangsgebieden op het grondgebied van het Waalse Gewest ook bijdraagt tot het nakomen van twee verbintenissen van de Europese Unie, te weten het verlies van biodiversiteit in de Unie tegen 2020 tot staan te brengen en de biodiversiteit en de ecosysteemdiensten in de Europese Unie tegen 2050 te beschermen, te evalueren en te herstellen (*Mededeling van de Commissie van 3 mei 2011 getiteld "Biodiversiteit, onze levensverzekering en ons natuurlijk kapitaal - Strategie van de Europese Unie voor 2020"*); dat het Waalse Gewest, door de integratie van biodiversiteit in de regionale planning te ondersteunen, ook deelneemt aan de uitvoering van de verbintenissen die het Waalse Gewest op nationaal niveau is aangegaan in het kader van de Nationale Biodiversiteitsstrategie 2020 van België;

Overwegende dat de strategie voor het natuurbehoud in het Waalse Gewest gebaseerd is op het concept van ecologische vermazing; dat dit overeenstemt met een reeks natuurlijke en seminatuurlijke ecosystemen, maar ook met onderling verbonden vervanghabitats die in de vitale behoeften van soorten en hun populaties zullen kunnen voorzien;

Overwegende dat de ecologische doorgangsgebieden bouwstenen zijn van het ecologische netwerk; dat zij een belangrijke rol spelen in de langeafstandsbewegingen van migrerende soorten, in meer lokale verplaatsingen tussen vitale voedings-, broed- en rustplaatsen van soorten die zich voortplanten of overwinteren op het Waalse grondgebied, met het oog op het voortbestaan op lange termijn van planten- en diersoorten;

Overwegende dat de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2, § 2 van voornoemd Wetboek moeten worden ingericht, rekening houdend "met hun biologische waarde en hun continuïteit met het oog op een coherente ecologische vermazing op het regionale gebied";

Overwegend dat op gewestelijke schaal rekening moet worden gehouden met de vorming van netwerken van natuurlijke milieus met een hoge biologische waarde die kenmerkend zijn voor de dicht bebladerde bosgebieden of de verschillende soorten kwetsbare en marginale bodems die geassocieerd zijn met het reliëf en het hydrografisch netwerk, ten einde een coherente ecologische vermazing op gewestelijke schaal te verzekeren;

Overwegende dat vijf typen ecologische doorgangsgebieden op gewestelijke schaal geïdentificeerd kunnen worden:

- 1° de dicht bebladerde bosgebieden;
- 2° de kalkhoudende graslanden en bijbehorende milieus;
- 3° de Ardense toppen;
- 4° de hoge Ardense valleien;
- 5° alluviale vlakten;

Overwegende dat de ecologische doorgangsgebieden opgenomen op de dicht bebladerde bosgebieden een opeenvolging van bosmassieven met elkaar verbinden, die vaak bestaan uit oude boombestanden en waarvan de bodem weinig menselijke ingrepen heeft ondergaan, en die een grote diversiteit aan bossoorten huisvesten;

Overwegende dat de ecologische doorgangsgebieden opgenomen op de kalkhoudende graslanden en bijbehorende milieus een opeenvolging van kalkhoudende graslanden en droge gronden met elkaar verbinden die aanwezig zijn op droge, erg oppervlakkige gronden (kalksteen, leisteen, kiezelhoudend, zinkhoudend, enz.), alsook seminatuurlijke open habitats die onderlinge verbindingen vormen, dat deze milieus een groot aantal beschermde of bedreigde soorten herbergen en een erg grote erfgoedwaarde hebben, zowel op gewestelijke als op Europese schaal;

Overwegende dat de ecologische doorgangsgebieden opgenomen op de Ardense toppen een opeenvolging van heidegebieden, laagvenen en habitats die geassocieerd worden met de turfgronden van de Ardense hooglanden met elkaar in verbinding brengen die erg waardevolle ecosystemen vormen;

Overwegende dat de ecologische doorgangsgebieden opgenomen op de hoge Ardense valleien een opeenvolging van erg vochtige gebieden die de bovenste delen van de Ardense valleien innemen, zoals moerasbossen, gebieden met waterbronnen, laagvenen, vochtige graslanden en habitats op erg oppervlakkige bodems zoals de hellingbossen met elkaar in verbinding brengen, en dat deze gebieden van groot biologisch belang zijn;

Overwegende dat de ecologische doorgangsgebieden opgenomen op de alluviale vlakten die kenmerkend zijn voor de brede valleien van het hydrografisch netwerk vochtige gebieden met elkaar in verbinding brengen waaronder poelen, waterlassen, vochtige graslanden, rietlanden, vochtige heide, alluviale bossen, enz., die een grote biodiversiteit herbergen;

Gelet in het bijzonder op het verband tussen het onderhavige besluit en het ruimtelijk ontwikkelingsplan; overwegende dat dit besluit op kaart de ecologische doorgangsgebieden die voor een samenhangende ecologische vermazing op de schaal van het gewestelijk grondgebied identificeert en begrenst; dat de ruimtelijke structuur van het ruimtelijk ontwikkelingsplan de door de wet op het natuurbehoud erkende gebieden en de door dit besluit geïdentificeerde ecologische doorgangsgebieden opneemt; dat het niet aan het ruimtelijk ontwikkelingsplan van het grondgebied is om deze te identificeren, noch om hun wettelijke reikwijdte te bepalen;

Overwegende echter dat het ruimtelijk ontwikkelingsplan door middel van de ruimtelijke structuur en de uitvoeringsbeginselen ervan enerzijds de verschillende activiteiten op het grondgebied wil structureren om bij te dragen tot een betere bescherming van de erkende gebieden (wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud) en de continuïteit van de door de Regering goedgekeurde ecologische doorgangsgebieden wil behouden, en anderzijds de versnippering van de onbebouwde ruimten wil verminderen door ervoor te zorgen dat deze gebieden in netwerken met elkaar verbonden worden om zo een ecologisch netwerk tot stand te brengen op gewestelijke schaal;

Milieueffectenrapport

Overwegende dat de aangenomen ecologische doorgangsgebieden mogelijk niet verwaarloosbare effecten op het milieu kunnen hebben; dat de Waalse Regering een beoordeling van hun effect op het milieu heeft laten uitvoeren;

Overwegende dat het Waalse gewestelijke recht momenteel geen enkele bepaling bevat tot omzetting van Richtlijn 2001/42/EG met het oog op de toepassing van de daarin vervatte regeling op verordeningen zoals het ontwerpdecreet;

Overwegende dat de milieueffecten van de tenuitvoerlegging van de voorgenomen ecologische doorgangsgebieden dan ook werden beoordeeld in de zin van Richtlijn 2001/42/EG; dat het adviesbureau STRATEC S.A., hiertoe gemachtigd, werd aangesteld om deze beoordeling uit te voeren;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek concludeert dat de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden zich richten op een reeks milieus die een grote biodiversiteit herbergen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek tot de conclusie komt dat de betreffende milieus vaak een relatief lineair patroon vertonen en dat de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden, in combinatie met lokale ecologische doorgangsgebieden (< 1.000 m), ongeveer 96% van de totale oppervlakte aan door de wet op het natuurbehoud erkende sites met elkaar in verbinding brengt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek oordeelt dat de afgezonderde natuurgebieden die niet ontsloten worden door ecologische doorgangsgebieden doorgaans een beperkte oppervlakte hebben en op soms aanzienlijke afstanden van andere beschermde gebieden liggen; dat de inspanningen die nodig zouden zijn om deze gebieden via extra doorgangsgebieden met het netwerk te verbinden, niet de voordelen rechtvaardigen die deze doorgangsgebieden zouden opleveren voor het ecologische netwerk;

Overwegende dat met deze analyse niet kan worden ingestemd; dat, rekening houdend met de argumenten van de auteur van het onderzoek, het inderdaad niet relevant is om 4% van de erkende sites op gewestelijke schaal met elkaar te verbinden, maar het niettemin mogelijk is om deze op bovenlokaal en lokaal niveau met elkaar te verbinden via bestaande ecologische corridors, zoals hagen, bomen, boomgaarden, met gras begroeide taluds, akkerranden, poelen, zoetwatersloten, valleibodems, waterlopen, verlaten spoorlijnen of andere elementen die op lokaal niveau zouden worden geïdentificeerd als instrumenten van ruimtelijke ordening van een lagere schaal;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden een zeer positieve invloed hebben op het biologisch erfgoed (minder versnippering van natuurgebieden, ontwikkeling van ecologische continuïteit, intensivering van de dienstverlening door systemen) en de leefomgeving (behoud van groen in de omgeving of binnen verstedelijkte gebieden, behoud van het landelijke landschap);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de geplande ecologische doorgangsgebieden een positieve maar beperktere impact hebben op de andere gebieden van het milieu, namelijk het landgebruik (gebieden die beschermd zijn tegen ruimtebeslag), de demografische en sociale aspecten (creatie van leef- en ontmoetingsplaatsen) en het bebouwde en archeologische erfgoed (valorisatie van de erfgoedelementen en complementariteit van de voorgestelde activiteiten);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van oordeel is dat de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden een meer gematigd effect hebben op de mobiliteit (bijkomende technische beperkingen om de continuïteit van de ecologische doorgangsgebieden over wegen te waarborgen) en de economie (investeringen die nodig zijn voor de mogelijke verwerving van bepaalde gronden, extra voorzieningen en financiële incentives om ecologische doorgangsgebieden te handhaven of te verbeteren)

Overwegende dat de auteur van de studie van oordeel is dat de uitvoering van de voorgenomen ecologische doorgangsgebieden effect zou hebben op de bebouwbaarheid of de exploitatie (beperkingen of moeilijkheden) voor economische doeleinden van onroerende goederen die door de geplande tracés worden doorkruist;

Overwegende dat het Wetboek van Ruimtelijke Ordening de bevoegdheid geeft om de ecologische doorgangsgebieden vast te leggen die moeten worden opgenomen in de ruimtelijke structuur van het ruimtelijk ontwikkelingsplan, dat een indicatieve waarde heeft; dat de effecten van de uitvoering ervan derhalve moeten worden beoordeeld in het licht van de indicatieve waarde van het ruimtelijk ontwikkelingsplan;

Overwegende dat het aan de kleinschaligere plannen is om er het tracé van te verfijnen in functie van de lokale kenmerken; dat het daarom op die schaal is dat de effecten van de ecologische doorgangsgebieden moeten worden beoordeeld en eventuele corrigerende maatregelen moeten worden genomen;

Overwegend voorts dat het door de auteur van het onderzoek vastgestelde risico moet worden genuanceerd, aangezien de praktijk aantoont dat het verbod op bouwwerken niet noodzakelijkerwijs de beste oplossing is om netwerken van natuurlijke habitats te waarborgen en dat het vaak beter is om deze dimensie te integreren in het projectontwerp; overwegende dat de inrichtingen die gepaard gaan met de invoering van ecologische doorgangsgebieden in veel gevallen bijvoorbeeld gunstig zijn voor de ontwikkeling van landbouwactiviteiten; dat bovendien de balans tussen de beperkingen inzake uitbating die zij kunnen genereren en hun effecten op de activiteiten op de lange termijn meestal positief is (erosie, bescherming van de entomofauna, enz.);

Overwegende dat de omvang van de eventuele beperkingen van het bodemgebruik als gevolg van de geplande ecologische doorgangsgebieden eveneens moet worden genuanceerd; dat deze enkel betrekking hebben op de onroerende goederen die niet in de krachtens de wet op het natuurbehoud erkende locaties gelegen zijn;

Overwegende dat, vanwege de keuze van de aaneen te sluiten milieus, de ecologische doorgangsgebieden overwegend in dunbevolkte, weinig verstedelijkte of moeilijk te bebouwen gebieden gelegen zijn (Ardense toppen, hoge Ardense valleien);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek een aantal opvolgings- en mitigatiemaatregelen voorstelt die, indien ze worden ingevoerd, globaal erg positieve effecten zullen sorteren op het milieu;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek concludeert dat de identificatie van de ecologische doorgangsgebieden het mogelijk maakt om strategische gebieden voor natuurbehoud aan te wijzen, waar de inspanningen verdubbeld moeten worden om een verdere versnippering van het grondgebied of verder ruimtebeslag te voorkomen;

Openbaar onderzoek en raadplegingen

Overwegende dat uit de processen-verbaal van afsluiting opgesteld door de gemeentelijke diensten aan het einde van het openbaar onderzoek, blijkt dat 99 klachten en opmerkingen zijn ontvangen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat de publiciteit die tijdens het openbaar onderzoek is gegeven, niet voldoende was;

Overwegende dat bezwaarindieners het betreuren dat de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden gebaseerd zijn op de bestaande situatie en niet op potentiële verbindingzones op basis van herstelwerkzaamheden;

Overwegende dat bezwaarindieners van mening zijn dat het behoud van slechts vijf soorten ecologische doorgangsgebieden te beperkend is om een samenhangende en volledige vermazing op regionaal niveau te waarborgen;

Overwegende dat bezwaarindieners vaststellen dat sites met een hoge biologische waarde niet verbonden zijn door de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden, met name ten noorden van de Samber- en Maaslijn en in de Condroz; dat dit lijkt het resultaat te zijn van de door de Waalse Regering gekozen optie om alleen sites die erkend zijn in het kader van de wet op het natuurbehoud te verbinden; dat het milieueffectrapport had moeten wijzen op de onmogelijkheid om een geloofwaardige ecologische hoofdstructuur te ontwerpen zonder rekening te houden met sites met een hoge biologische waarde en sites die in aanmerking komen voor Natura 2000, en dus niet alleen de verbindingen tussen strikt beschermde gebieden te controleren;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het betreuren dat het land van Herve niet in aanmerking is genomen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners voorstellen om de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden uit te breiden en aan te vullen, met name met het oog op de aansluiting van: - de volgende sites:

* Natura 2000-site BE31001 – "Affluents brabançons de la Senne" ;

* Natura 2000-site BE31007 – "vallée du Train" ;

* Natura 2000-site BE 32003 – "pays des Collines" ;

* Natura 2000-site BE32006 – "bois d'Enghien et de Silly" ;

- de volgende bosgebieden:

* bos van Hal - Zoniënwoud - Meerdaelwoud ;

* Henegouwse Kempen – bos van de Houssière – bos van Hal;

* de bosgebieden van de Eau d'Heure, de Molinee, de Haute-Meuse, de Samson en de Hoyoux;

* de eikenbossen van Fagne-Famenne;

* het bos van Anlier en de continuïteiten gewaarborgd door de valleien van de Our, van de Lomme en van de Amel;

* de "cuesta bajocienne";

* het bos van Mariemont ;

- de volgende vochtige gebieden:

* vallei van de Nethen – vallei van de Dijle;

* vallei van de Lasne – vallei van de Dijle;

* vallei van de Senne – vallei van de Dijle;

* vallei van de Mazerine en van de Argentinee – vallei van de Dijle;

* "bassin de la Haine et ses affluents" - voormalig "canal du Centre";

* de valleien van de Maas, van de Ourthe en van de Vesder ;

* de vallei van de Lesse;

* de vallei van de Semois;

* de vallei van de Lomme;

* diverse waterlopen van tweede of derde categorie of ongeklasseerde waterlopen;

- de sites op kalkachtig substraat:

* Vesder – Basse-Meuse via het land van Herve;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners wensen dat de beoogde verbindingen met de buurlanden explicieter worden gemaakt en dat sommige daarvan worden gecorrigeerd;

Overwegende dat bezwaarindieners voorstellen om bijkomende ecologische doorgangsgebieden op gewestelijke schaal te identificeren:

- steenbergen en oude bedrijfsterreinen, met name om ultra-pionierssoorten te beschermen;

- het langeafstandswandelpad "sentier des terrils" GR412 ;

- RAVeL-netwerk en oude spoorlijnen;

- spoorlijnen en wegnen;

- landbouwhabitats:

* doorgang voor het "extensieve graslandbouwsysteem" en in het bijzonder de bosrijke weiden;

* doorgang voor de bescherming van vogels op de landbouwgronden;

- bosrijke milieus en gebieden met heggen en opmerkelijke bomen;

- tuininrichting en groengebieden in verstedelijkte gebieden;

- onverlichte ecologische corridors;

- waterlopen en vochtige gebieden;

- bodems met imperfecte drainage en overstromingsgebieden in niet-verstedelijkte gebieden;

- uitdagingen "soorten";

Overwegende dat bezwaarindieners voorstellen om de basiskaart te wijzigen door het toevoegen van:

- de Waalse biogeografische regio's;

- het gewestplan;

- de sites met een hoge biologische waarde alsook de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en die niet gekozen zijn;

- het hele hydrografische net;

- de belangrijke steden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich vragen stellen omtrent de schijnbare verstoring van de ecologische doorgangsgebieden die op het niveau van de Luikse agglomeratie worden verwacht;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners voorstellen om de kaart te verduidelijken of de informatie op twee kaarten te vermelden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat de regionale schaal niet de relevante schaal is voor het vaststellen van ecologische doorgangsgebieden (een te onnauwkeurige schaal); dit heeft tot gevolg dat het niet mogelijk is om doorgangen "vast te stellen" op structurele of functionele elementen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat het niet relevant is om de precieze vaststelling en tenuitvoerlegging van ecologische doorgangsgebieden aan de plaatselijke besturen toe te vertrouwen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat alle ecologische doorgangsgebieden in één kleur hadden moeten verschijnen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat het project concrete en operationele maatregelen ontbeert;

Overwegende dat een bezwaarindieners van mening is dat het milieueffectrapport moet worden aangevuld met een passende milieueffectbeoordeling overeenkomstig de bepalingen van de wet op het natuurbehoud;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat het milieueffectrapport onvolledig of onjuist is in zijn analyse van de gevolgen op:

- de economische activiteit, met inbegrip van de land- en bosbouwactiviteiten;

- het probleem van invasieve planten;

Overwegende dat de bevoegde overheden van het Vlaamse Gewest en de provincie Limburg (Koninkrijk der Nederlanden) in het kader van de toepassing van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband een advies hebben uitgebracht; dat deze binnen de voorgeschreven termijn zijn toegezonden;

Overwegende dat de bevoegde overheden van het Vlaamse Gewest zich uitspreken voor het initiatief van de Waalse Regering om ecologische doorgangsgebieden op haar grondgebied aan te nemen;

Overwegende dat ze van mening zijn dat de doorgangen opgenomen op de valleien van de Leie, de Schelde, de Dender, de Zenne en de Geer, de bossen van de Vlaamse Ardennen, het Zoniënwoud en het Meerdaalwoud en de kalkhoudende graslanden van de Maasvallei en de Voerstreek ook voor Vlaanderen van belang zijn voor de ontsnippering van deze gebieden;

Overwegende dat zij niettemin vragen stellen omtrent de draagwijdte van dit besluit en de impact ervan op de plannen en projecten die in Vlaanderen in de buurt van de Waalse grens worden ontwikkeld; dat zij daarom vragen om op de hoogte te worden gehouden van de voortzetting van de procedure en betrokken te worden bij de daaropvolgende beslissingen die daaruit voortvloeien en die een impact kunnen hebben op het Vlaamse grondgebied;

Overwegende dat de bevoegde overheden van de provincie Limburg (Koninkrijk der Nederlanden) de doelstellingen van dit besluit onderschrijven; dat zij verheugd zijn over de hervatting van de grensoverschrijdende ecologische doorgangsgebieden in de alluviale vlakten van de Geer en de kalkhoudende graslanden in verband met de Maas- en Gueulevalleien; dat zij het echter betreuren dat er geen doorgang van het type "alluviale vlakte" in de vallei van de Gulpe bestaat;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu" dat binnen de gestelde termijn op 17 december 2018 is uitgebracht;

Overwegende dat de Beleidsgroep "Leefmilieu" het initiatief om een kaart van de ecologische doorgangsgebieden op regionale schaal aan te nemen, toejuicht;

Overwegende dat bedoelde Beleidsgroep echter van mening is dat de kaart het onderwerp moet zijn van een begeleidingsproces, met name met steun voor de actoren en een mededeling die een passende toepassing op lagere schaal mogelijk maakt;

Overwegende dat uit het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu" blijkt dat ecologische doorgangsgebieden ook moeten bijdragen tot een defragmentatiedoelstelling om de connectiviteit van de milieus te verbeteren, met name door de ontwikkeling van ecopijpleidingen;

Overwegende dat hij ook twee wijzigingen van de tekst van het besluit voorstelt;

Overwegende dat de Beleidsgroep zich afvraagt wat precies wordt bedoeld met het begrip "erkende sites in de zin van de wet op het natuurbehoud" en de implicaties daarvan voor de samenstelling van de kaart; dat hij aanbeveelt dat dit begrip duidelijk en nauwkeurig wordt gedefinieerd en dat, indien nodig, de kaart wordt gecorrigeerd;

Overwegende dat de Beleidsgroep voorstelt om biogeografische regio's op de kaart in bijlage bij het besluit op te nemen, ten einde de ecologische doorgangsgebieden beter te identificeren;

Overwegende dat de Beleidsgroep onderstreept dat de kaart niet de overlappingsen en de continuïteit tussen de verschillende milieus waarop ze zijn opgenomen weergeeft; dat ze de continuïteit tussen de verschillende elementen van de aquatische ecologische doorgangsgebieden (met name in de Maasvallei) niet laat zien; dat de Beleidsgroep daarom aanbeveelt om in het besluit een kaart op te nemen voor elk type doorgangsgebied;

Overwegende dat de Beleidsgroep ook vereist dat de kaarten onafhankelijk beschikbaar zijn op WalOnMap en regelmatig worden bijgewerkt;

Overwegende dat de Beleidsgroep ten slotte van mening is dat het milieueffectrapport antwoorden had moeten geven op de volgende elementen:

- betrekkingen tussen het Waalse ecologische net en dat van de aangrenzende gebieden;

- belang om al dan niet rekening te houden met de sites met een hoge biologische waarde bij het ontwerpen van de kaart;

- mogelijkheid om naast de vijf genoemde infrastructures nog andere infrastructures te integreren (bijvoorbeeld een infrastructuur voor grote bedreigde taxonomische groepen of voor de kromming van steenbergen en oude bedrijfsterreinen);

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" dat binnen de gestelde termijn op 18 december 2018 is uitgebracht;

Overwegende dat de Beleidsgroep verklaart kennis te hebben genomen van het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu" en al zijn overwegingen onderschrijft;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden" dat binnen de gestelde termijn op 18 december 2018 is uitgebracht;

Overwegende dat de Beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden" een aantal opmerkingen maakt die vergelijkbaar zijn met die van de Beleidsgroep "Leefmilieu";

Overwegende dat de Beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden" van het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu" afwijkt in die zin dat het de integratie van sites met een hoge biologische waarde in het in kaart brengen van ecologische doorgangsgebieden aanbeveelt, op voorwaarde dat deze integratie er niet in bestaat deze gebieden een speciale status te geven die bindend zou blijken te zijn;

Overwegende dat de Beleidsgroep wenst dat de basiskaart wordt aangevuld met de andere waterlopen in de ecologische doorgangsgebieden ongeklasseerd zijn en met het actieve of ongebruikte spoorwegnet, dat een net vormt dat sterk verbonden is met de andere doorgangsgebieden;

Overwegende dat de Beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden" ten slotte de volgende verbeteringen voorstelt:

- toevoeging van de steenbergketen;
- toevoeging van het regionale ecologische doorgangsgebied van de Maas, de Ourthe en de Lesse en verlenging van het ecologische doorgangsgebied van de Semois om de ecologische continuïteit te verzekeren;
- verlenging van het ecologische doorgangsgebied van de wouden van de Henegouwse Kempen naar Brussel met het bos van Houssière;
- aanvulling van het ecologische doorgangsgebied van de Brabantse wouden om de bosgebieden dichtbij Chaumont-Gistoux op te nemen die een connectiviteit met de vallei van de Orneau verzekeren;
- toevoeging van de vallei van de Lomme;
- verbetering van de uiteinden van de verschillende ecologische doorgangsgebieden wanneer deze zich uitbreiden naar andere regio's en landen;

Gelet op advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Waalse Steden en Gemeenten), dat binnen de gestelde termijn op 4 december 2018 is uitgebracht;

Overwegende dat uit het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" blijkt dat zij het enerzijds betreurt dat de milieubeoordeling tekortschiet en anderzijds dat er geen gekwantificeerde doelstellingen zijn vastgesteld, met name wat betreft de sites met een hoge biologische waarde die moeten worden beschermd;

Overwegende dat ze ook benadrukt dat het Gewest moet instemmen met de beschikbaarstelling van voldoende middelen om de gemeenten in staat te stellen deze kwesties daadwerkelijk te integreren in hun gemeentelijke plannen en programma's voor natuurontwikkeling;

Overwegende dat ze verbaasd is dat het ruimtelijk ontwikkelingsplan niet rechtstreeks verwijst naar het begrip van de belangrijkste ecologische structuur en naar de werken van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat de koppeling tussen de kaart van de ecologische doorgangsgebieden en het vermogen om ze operationeel te maken in twijfel wordt getrokken, met name vanwege de draagwijdte ervan, die waarschijnlijk te algemeen is om in planningshandelingen te concretiseren en de interpretatie die eraan kan worden gegeven;

Overwegende dat de "Union des Villes et Communes de Wallonie" ook acht dat de confrontatie met andere oriëntaties van het ruimtelijk ontwikkelingsplan niet duidelijk tot uiting komt;

Overwegende dat ze bovendien het betreurt dat het gebied ten noorden van de Samber- en Maaslijn niet meer aandacht krijgt om de ontwikkeling van ecologische doorgangsgebieden ter bestrijding van de versnippering ervan mogelijk te maken;

Overwegende dat ze ten slotte acht dat er specifieke doelstellingen en aanbevelingen moeten worden geformuleerd voor de vijf soorten milieus waarvoor ecologische doorgangsgebieden moeten worden gehandhaafd;

Gelet op de adviezen die binnen de gestelde termijn overgemaakt zijn door de gemeenteraden van Amay, Andenne, Anthistes, Antoing, Aarlen, Aat, Aubange, Baelen, Bastenaken, Beaumont, Belœil, Berloz, Bertogne, Beyne-Heusay, Bièvre, Bouillon, Eigenbrakel, 's-Gravenbrakel, Braives, Brugelette, Brunehaut, Büllingen, Bütgenbach, Celles, Charleroi, Châtelet, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Ciney, Colfontaine, Komen-Waasten, Courcelles, Court-Saint-Etienne, Couvin, Crisnée, Dalhem, Daverdisse, Dinant, Dison, Dour, Eghezée, Elzele, Erquelines, Estaimpuis, Farcennes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Vloesberg, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchapelle, Geer, Genepiën, Gerpines, Gouvy, Graven, Habay, Hamoir, Hamois, Hannuit, Hastière, Herbeumont, Herve, Houffalize, Itter, Jalhay, Geldenaken, Juprelle, Kelmis, Lasne, Le Rœulx, Léglise, Lessen, Limburg, Lobbes, Lontzen, Malmedy, Manage, Marche-en-Famenne, Modave, Mons, Morlanwelz, Moeskroen, Namen, Nassogne, Neufchâteau, Neupré, Ohey, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Oupeye, Paliseul, Pecq, Pepinster, Péruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quiévrain, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Saint-Georges-sur-Meuse, Sambreville, Sankt-Vith, Sivry-Rance, Somme-Leuze, Soumagne, Stavelot, Tenneville, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Trois-Ponts, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Villers-la-Ville, Villers-le-Bouillet, Virton, Wezet, Weismes, Walcourt, Walhain, Waremme, Waver;

Overwegende dat de gemeenteraden de raadplegingsperiode (begin van de gemeentelgislatuur) betreuren;

Overwegende dat vele gemeenteraden hun gunstig advies afhankelijk maken van de voorwaarde dat rekening wordt gehouden met het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie";

Overwegende dat verschillende gemeenteraden zich aansluiten bij de klachten en opmerkingen die in het kader van het openbaar onderzoek zijn ingediend;

Overwegende dat de gemeenteraden van de Duitstalige gemeenten die een advies hebben ingediend, wensen dat het ontwerpbesluit slechts bij wijze van overgangsmaatregel op hun grondgebied van toepassing is tot de overdracht van de bevoegdheid aan de Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende dat verschillende gemeenteraden het advies van de "Fédération des Parcs naturels" onderschrijven, dat vraagt om rekening te houden met:

- de sites met een hoge biologische waarde en de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net alsook de "landschapsmatrix" (ADESA-omtrekken)
- de habitats van kwetsbare of sterk achteruitgaande soorten en om ze op de kaart te vertegenwoordigen;
- de ecologische continuïteit van de waterlopen via een ecologisch doorgangsgebied "waterloop" dat de prioritaire gebieden inzake ecologische continuïteit bestrijkt, die in de inventaris van de plannen voor het beheer van de hydrografische districten zijn vastgesteld;

Overwegende dat een gemeenteraad zich verzet tegen ecologische doorgangsgebieden die naar zijn mening een negatieve invloed kunnen hebben op verstedelijkingsprojecten en op de economische en stedelijke ontwikkeling ervan; dat andere gemeenteraden zich vragen stellen over de reële impact van dit besluit op beslissingen inzake ruimtelijke ordening;

Overwegende dat sommige gemeenteraden zich buigen over de impact van dit besluit op de exploitatie van bepaalde natuurlijke hulpbronnen langs de as van een doorgangsgebied;

Overwegende dat meerdere gemeenteraden voorstellen om de geplande en niet door het openbaar onderzoek bestreken ecologische doorgangsgebieden uit te breiden en te voltooiën, met name met het oog op de aansluiting van:

- de volgende sites:

- * Natura 2000 BE31010-site : "Sources de la Dyle";
- * Natura 2000 BE32044-site : "Bassin de l'Escaut en amont de Tournai" ;
- * Natura 2000 BE32025-site : "Haut-Pays des Honnelles" ;
- * Natura 2000 BE 35022B-site : "Bassin de l'Wène sur Ciney";
- * het domaniale natuurreservaat "décanteurs de la sucrerie de Genappe";

- de volgende bosgebieden:

- * verlenging van de doorgang Brakel - Gauraing naar het zuiden;

- de volgende vochtige gebieden:

- * verlenging van de vallei van de Haine naar de vallei van de Hanneton;
- * kanaal van Espierre;
- * vallei van de Grande Gette;
- * vallei van de Marcq;
- * vallei van de Trouille ;
- * de waterlopen van de "deux Vernes" en van de Calonne ;

- de volgende sites op kalkachtig substraat:

- * verplaatsing van de doorgang kalkhoudend grasland van de "Basse Meuse" naar het westen;

Gelet op de adviezen die door de gemeenteraden van Edingen, Estinnes, Fleurus, Terhulpen, La Roche, Momignies, Mont-de-l'Enclus, Quévy, Rendeux, Seneffe, Sombreffe, na het verstrijken van de termijn zijn overgemaakt; dat bedoelde adviezen, indien zij niet binnen zestig dagen na de verzending van het verzoek zijn verzonden, als gunstig worden beschouwd;

Overwegende dat deze adviezen, na het lezen ervan, echter geen nieuwe informatie bevatten met betrekking tot de reeds gemaakte opmerkingen;

Gelet op de initiatiefadviezen van de gemeentecolleges van Gemboers en Hoei en de VZW ECO-VIE;

Overwegende dat deze adviezen formeel geen deel uitmaken van de procedure;

Overwegende dat deze adviezen, na het lezen ervan, echter geen nieuwe informatie bevatten met betrekking tot de reeds gemaakte opmerkingen;

Het rekening houden met de standpunten die tijdens het overleg naar voren zijn gebracht

Overwegende dat dit besluit tot doel heeft de ecologische doorgangsgebieden te identificeren en op een kaart af te bakenen ten einde een coherente ecologisch vermazing op de schaal van het gewestelijk grondgebied te verzekeren; dat de uitvoering of de operationalisering van deze doorgangsgebieden niet onder dit besluit valt;

Overwegende dat alle opmerkingen met betrekking tot deze twee punten derhalve irrelevant zijn;

Overwegende dat de aan de Regering gegeven machtiging bestaat uit het tot stand brengen van ecologische doorgangsgebieden ten einde een net te op te zetten van de kernen van de sites erkend door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en zo een coherente ecologische vermazing op de schaal van het gewestelijk grondgebied te verzekeren;

Overwegende dat de machtiging dus niet bedoeld is om alle gebieden van het Waalse grondgebied met een huidig of potentieel biologisch belang te identificeren en in kaart te brengen; dat de gekozen ecologische doorgangsgebieden niet alleen wegens hun biologische waarde worden gekozen, maar ook wegens hun continuïteit om een coherente regionale ecologische vermazing te garanderen;

Overwegende dat de samenhang van de ecologische vermazing moet worden beoordeeld in termen van haar vermogen om een net op te zetten van de natuurlijke milieus met een hoge biologische waarde;

Overwegende dat de structuur van dit net nog niet is vastgesteld op het niveau van de regelgeving; dat het in dit opzicht ongepast is om het te verwarren met de belangrijkste ecologische structuur bedoeld in artikel 6 van het decreet van de Waalse regering van 14 juli 2016 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur; dat deze laatste een ander doel nastreeft, aangezien ze moet worden vastgesteld in het kader van de toekenning van compensaties en subsidies, en nog niet voor het gehele regionale grondgebied is vastgesteld;

Overwegende dat het ontwerpbesluit de verbinding op regionaal niveau van de sites die erkend zijn door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud als optie neemt; dat ze bestaan uit natuurlijke milieus met een hoge biologische waarde die kenmerkend zijn voor loofbosmassieven of uit verschillende soorten kwetsbare en marginale bodems die verband houden met het reliëf en het hydrografische net;

Overwegende dat de optie om voor het tot stand brengen van ecologische doorgangsgebieden gebruik te maken van de sites die zijn erkend door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, tot doel heeft deze te baseren op de enige onbetwistbare regelgevingsbasis die het mogelijk maakt om vandaag de hoge biologische waarde van een natuurlijk milieu aan te tonen; dat de sites die erkend zijn door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, domaniale natuurreservaten, erkende natuurreservaten, bosreservaten, vochtige gebieden met een biologische waarde, ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, Natura 2000-sites en sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net in de zin van artikel 1 *bis* 18^{bis} van de genoemde wet zijn;

Overwegende dat het de reden is waarom geen rekening is gehouden met de sites met een hoge biologische waarde en met de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en die niet zijn geselecteerd;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport van het ontwerpbesluit concludeerde dat de ecologische vermazing die door de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden wordt vastgesteld, coherent is vanwege de omvang van de totale oppervlakte van de sites die op grond van de wet op het natuurbehoud worden erkend en die zij met elkaar verbinden;

Overwegende dat de optie om de geplande ecologische doorgangsgebieden aan te vullen met een ecologisch doorgangsgebied van het type "grote bedreigde taxonomische groepen" gebaseerd is op een "prospectieve" logica die voorafgaande studies vereist die moeten worden uitgevoerd bij gebrek aan een bestaande regelgevingsbasis; dat voor aquatische soorten zoals zalmen kan worden overeengekomen dat de ecologische doorgangsgebieden van het type "alluviale vlakte" en hoge Ardense valleien waarschijnlijk zullen bijdragen tot een vermindering van de dreiging waaraan ze nu worden blootgesteld;

Overwegende dat de optie om de geplande ecologische doorgangsgebieden aan te vullen met een ecologisch doorgangsgebied van het type "keten van steenberg en braakliggende terreinen" eveneens is gebaseerd op dezelfde "prospectieve" logica; dat deze optie niet op gewestelijke schaal kan worden gekozen vanwege het zeer lokale karakter van de verbindingen die het mogelijk zou maken om dit te waarborgen;

Overwegende dat de optie om de geplande ecologische doorgangsgebieden aan te vullen met een ecologisch doorgangsgebied van het type "onverlichte ecologische corridors", dat gekenmerkt zou worden door een zekere duisternis, niet binnen het toepassingsgebied van een specifiek ecologisch doorgangsgebied valt; overwegende dat de kwestie van de lichtvervuiling echter wel in aanmerking moet worden genomen bij de implementatie van alle ecologische doorgangsgebieden die op het grondgebied zijn opgenomen;

Overwegende dat de vijf voorgestelde thematische ecologische doorgangsgebieden door hun reikwijdte en continuïteit een regionale schaal hebben; dat voorstellen om ze aan te vullen in aanmerking kunnen worden genomen; dat hetzelfde niet kan worden gezegd van sommige van de voorstellen van de bezwaarindieners vanwege de meer lokale schaal van de betrokken uitdagingen (opmerkelijke heggen, groene infrastructuur in de stad, ...); ;

Overwegende dat de geplande ecologische doorgangsgebieden daarom als volgt moeten worden aangevuld:

1° dicht bebladerde bosgebieden:

- de verlenging

van de doorgang tussen de bossen van de Henegouwse Kempen naar de Natura 2000-site van het Houssièrebos, het Hallebos en vervolgens het Zoniënwoud;

* van de doorgang van de Brabantse wouden en valleien naar de Natura 2000-site van de vallei van de Lasne vervolgens naar Vlaanderen;

- de toevoeging van doorgangen

* waardoor de doorgang tussen de vallei van de Orneau met de doorgang van de Brabantse wouden en valleien via de Natura 2000-site van de "Vallée du Train" in Chaumont-Gistoux kan worden verbonden;

* waardoor de doorgang van de Natura 2000-site "Bois d'Enghien et de Silly" met de Natura 2000-sites gelegen aan de Vlaamse grens kan worden verbonden;

* waardoor de woud van Anlier met het bos van Heinsch kan worden verbonden;

* waardoor de bosgebieden gelegen aan de noordgrens van Fagne-Famenne met elkaar kunnen worden verbinden;

- de correctie van sommige uiteinden van de doorgangen wanneer ze zich op de grondgebieden van de aangrenzende regio's uitbreiden;

2° voor de doorgangsgebieden van het type "kalkhoudend graslanden en de bijbehorende milieus":

- * de verplaatsing van de doorgang kalkgrasland van de "Basse Meuse" naar het westen;

3° voor de doorgangen van het type "Ardense bergkammen":

- geen wijziging;

4° voor de doorgangen van het type "hoge Ardense valleien":

- de toevoeging van de vallei van de Lomme ;

- de verlenging van de doorgang van de Vierre om de ecologische continuïteit te verzekeren;

5° voor de doorgangen van het type "alluviale vlakten":

- de verwijdering van de doorgangen op waterlopen die niet tot de gewestelijke bevoegdheden behoren (categorieën 2 en 3 en ongeklasseerde waterlopen);

- de toevoeging van doorgangen op de valleien van:

* de Maas;

* de Ourthe en de Amel;

* de Lesse, de Lomme en de Wamme;

* de Hain;

* de Grande Honnelles ;

* de Marcq ;

* de Trouille ;

- de verlenging van de doorgangen van de Semois, de Schelde en de Haine naar Frankrijk om de ecologische continuïteit te verzekeren;

de correctie van sommige uiteinden van doorgangen wanneer ze zich op de grondgebieden van de aangrenzende regio's uitbreiden;

Overwegende dat de milieus met een hoge biologische waarde, zoals erkend door de wet op het natuurbehoud, niet eerlijk verdeeld zijn over het regionale grondgebied; dat het daarom onmogelijk is te beantwoorden aan de wensen van bepaalde bezwaarindieners om de geplande ecologische doorgangsgebieden in de betrokken delen van het gewestelijke grondgebied aan te vullen;

Overwegende dat uit artikel D.II.2, § 2, derde lid, van het Wetboek volgt dat de door dit besluit voorgestelde ecologische doorgangsgebieden cartografisch moeten worden uitgedrukt; dat het Wetboek geen verdere details geeft over de wijze waarop de kaart moet worden ontworpen; dat, met betrekking tot de opneming van de op regionaal niveau voorgestelde ecologische doorgangsgebieden, wordt ervoor gekozen om deze doorgangsgebieden op conventionele wijze weer te geven door middel van stippellijnen met een constante dikte op een schaal die verenigbaar is met het A0-formaat, d.w.z. schaal 1:250 000;

Overwegende dat er bewust voor schaal 1:250.000 wordt gekozen om te voorkomen dat de informatie op de kaart wordt geïnterpreteerd op een schaal die niet in overeenstemming is met de betrokken kwesties; dat het nodig is, vóór de concrete uitvoering in de praktijk, om de kaart in de documenten van een lagere schaal nader te bepalen;

Overwegende dat het wenselijk is te kiezen voor de optie om op de kaart alleen informatie op te nemen die nuttig is voor het begrip ervan; dat het wenselijk is zich te beperken tot het doel van het ontwerpbesluit en elke verwijzing naar documenten inzake ruimtelijke ordening, zoals het ruimtelijk ontwikkelingsplan of het gewestplan, naar communicatie-infrastructuren (spoorwegen, wegen, RAVeL, langafstandswandelpaden, enz.) of naar de karakterisering van grondgebieden (Waalse biogeografische zones, "landschapsmatrix", ...) uit te sluiten;

Overwegende dat de vertegenwoordiging van de sites die erkend zijn in het kader van de wet op het natuurbehoud het mogelijk maakt om de natuurlijke milieus met een zeer hoge biologische waarde te visualiseren die de ecologische doorgangsgebieden met elkaar verbinden; dat de vertegenwoordiging van het grote hydrografische net (1ste categorie) het mogelijk maakt om ecologische doorgangsgebieden van het type "alluviale vlaktes" op gewestelijke schaal vast te stellen; dat de vertegenwoordiging van de gemeentelijke administratieve grenzen het gemakkelijker maakt om de geplande ecologische doorgangsgebieden op het grondgebied te identificeren;

Overwegende dat artikel 6.3 van Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, zoals omgezet bij artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, plannen en programma's die rechtstreeks verband houden met of noodzakelijk zijn voor het beheer van een Natura 2000-site uitsluit van de passende procedure voor de beoordeling van de gevolgen voor een Natura 2000-site; dat de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden bijdragen tot de connectiviteit tussen de Natura 2000-sites van soorten en habitats van communautair belang die zij herbergen; dat het ontwerpbesluit daarom niet moet worden onderworpen aan een passende effectbeoordeling voor Natura 2000-sites;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering neemt de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2, § 2, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling die op de kaart in bijlage bij dit besluit zijn aangegeven, aan.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking 10 dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening en de Minister van Natuur zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204876]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 6, modifié par les décrets des 22 mars 2007, 10 mai 2012, 23 juin 2016 et 16 février 2017, 16, 18*bis*, inséré par le décret du 10 mai 2012, 27*bis*, inséré par le décret du 16 février 2017, et 28, modifié par le décret du 5 juin 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

Vu le rapport établi le 26 avril 2019 conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mai 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 2019;

Vu l'avis 66.304/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 5 juillet 2019;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. La subvention des actions visées à l'article 12, 1°, s'élève au montant suivant :

1° pour les actions organisées à l'échelon intercommunal en concertation avec la Région : maximum 30 cents par habitant et par an et soixante pour cent des coûts des actions;

2° pour les actions décidées et mises en œuvre à l'échelon communal : maximum 30 cents par habitant et par an et soixante pour cent du coût des actions, avec un minimum de 1.500 euros.

Le montant maximum visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, est majoré comme suit :

1^o de dix pour cent, lorsque la commune dispose d'un Agenda 21 local;

2^o de 50 cents par habitant, lorsque la commune applique la démarche « Zéro Déchet » visée à l'annexe 2 et notifie son intention à l'Administration au plus tard le 30 octobre de l'année précédant la réalisation des actions.

Le nombre d'habitants est établi sur la base du chiffre de population arrêté par le Ministre fédéral qui a les Affaires économiques dans ses attributions au 1^{er} janvier de l'année de réalisation de l'action.

Les frais de personnel affecté aux actions de prévention sont subsidiables conformément à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 2. Dans l'annexe du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2016, au 2., les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « campagnes » est remplacé par le mot « actions »;

b) deux colonnes intitulées « Type d'action de prévention » et « Thème et axe prioritaire » sont insérées entre la colonne 1 N^o action et la colonne 2 libellé de l'action.

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré une seconde annexe rédigée comme suit :

« Annexe 2. Démarche Zéro Déchet.

La démarche Zéro Déchet requiert au minimum la mise en œuvre des actions de gouvernance visées au 1^o, ainsi que de minimum trois actions concrètes touchant des flux de déchets différents et des publics cibles différents, au sein du 2^o.

1^o Gouvernance.

a) la mise en place d'un groupe de travail interne de type Eco-team au sein de la commune;

b) la mise en place d'un comité d'accompagnement, composé des forces vives concernées de la commune, chargé de remettre des avis sur les actions envisagées et leur évaluation;

c) l'établissement d'un plan d'actions structuré assorti d'indicateurs;

d) la diffusion des actions de prévention définies au niveau régional;

e) la mise à disposition gratuite des bonnes pratiques développées au niveau de la commune;

f) l'évaluation des effets des actions sur la production et la collecte des déchets, à partir de 2021.

2^o Mesures et actions.

a) la réalisation d'au moins deux actions relevant d'une démarche d'exemplarité des institutions communales, en matière, d'une part, de réduction des pertes et du gaspillage alimentaire et, d'autre part, d'une ou plusieurs autres fractions de déchets;

b) la conclusion d'une convention de collaboration avec des commerces du territoire en matière de prévention des déchets comprenant au moins une action visant à réduire l'usage des conditionnements à usage unique, en particulier les conditionnements en plastique, et à favoriser l'usage de conditionnements réutilisables;

c) la conclusion d'une convention de collaboration avec au moins un acteur de l'économie sociale pour ou en vue d'organiser la collecte d'objets réutilisables et la préparation à la réutilisation;

d) la mise en place d'actions d'information, d'animation et de formation structurées sur le territoire, touchant différents publics cibles et au moins deux fractions de déchets municipaux.

Le Ministre peut détailler les critères et fixer des conditions additionnelles. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et s'applique aux actions subsidiables mises en œuvre à partir de cette date.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204876]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 6, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007, 10. Mai 2012, 23. Juni 2016 und 16. Februar 2017, Artikel 16, Artikel 18*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, Artikel 27*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 16. Februar 2017 und Artikel 28, abgeändert durch das Dekret vom 5. Juni 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;

Aufgrund des Berichts vom 26. April 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 15. Mai 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. Mai 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 1. Juli 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.304/4 des Staatsrates;

Aufgrund der am 5. Juli 2019 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;